



UNIVERSITE MARIEN NGOUABI
FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES
DEPARTEMENT DES MASTERS

Année : 2020-2021

N° d'ordre : 27

MEMOIRE

Mention : Economie des Ressources Naturelles et de l'Environnement

Orientation : Professionnelle

Spécialité : Economie Pétrolière

Présenté et soutenu publiquement

Par

GAMBOU NGUEYE Verlaine Dieudrel

Et

KOUENE Juresse Dathric

Titulaires d'une Licence en *Economie des Ressources Naturelles et de l'Environnement* en
2016

THEME :

**EFFETS DES RESSOURCES NATURELLES SUR LA CROISSANCE
ECONOMIQUE EN REPUBLIQUE DU CONGO : ROLE DE L'INITIATIVE
POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES**

Sous la supervision de

NDINGA Mathias Marie-Adrien

Professeur Titulaire, Université Marien NGOUABI

Directeur de Mémoire :

Dr. LEKANA Hermann Clachel

Maître-Assistant CAMES, Université Marien NGOUABI

JURY

Président : OSSIALA Sylvestre, Maître-Assistant CAMES, Université Marien NGOUABI

Rapporteur : ONOUNGA Dimitri Donald, Assistant, Université Marien NGOUABI

Membre : LEKANA Hermann Clachel, Maître-Assistant CAMES, Université Marien NGOUABI

Avertissement :

« L'université Marien NGOUABI n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans ce mémoire. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs. »

DEDICACES

A nos parents :

GAMBOU NGUEYE André et GAMBOU Béatrice ;

KOUENE Pascal et VOUALA Audrey Edwige

REMERCIEMENTS

La réalisation de ce mémoire était un défi, un travail long et pénible. Mais, grâce aux encouragements de beaucoup de personnes, nous avons pu le réaliser.

Nos remerciements vont tout d'abord à l'endroit du Doyen de la Faculté des Sciences Economiques, le Professeur NDINGA Mathias Marie Adrien pour la supervision de ce mémoire.

Nous témoignons ensuite notre profonde gratitude à notre directeur de mémoire Monsieur LEKANA Hermann Clachel, Maître-Assistant CAMES à l'université Marien Ngouabi pour avoir accepté d'encadrer ce travail, pour ses précieux conseils, ses encouragements, sa disponibilité et pour la confiance qu'il nous a fait tout au long de ce travail. Ses remarques et suggestions, toujours judicieuses, nous ont permis de progresser et de mieux appréhender notre étude. Nous lui adressons toute notre estime et notre profond respect.

Nous souhaitons également exprimer notre sincère reconnaissance à Monsieur OKOKO Florent Michel, Secrétaire Permanent du Comité Nationale de l'ITIE-Congo pour ses encouragements, son aide et son apport personnel dans la réalisation de ce travail.

Nos remerciements vont aussi à l'endroit :

- De toutes les personnes qui ont contribué, directement ou indirectement à l'amélioration de ce travail, nous pensons à NGOMBI Arnauld, NKODIA Ernest, GOLO KOLO Guide, MIAGNON Johane et bien d'autres pour leurs observations, critiques, suggestions et leurs disponibilités qui nous ont aidé à améliorer ce document, à MAPENGUI Ravie pour avoir mis à notre disposition la connexion internet qui nous aidé à télécharger et traduire les documents.
- De nos collègues de promotion : MBONGO Divin Perez, BVIME EPOUO Joël, SALOMON Delma, BAMANI Pressman, MBOUALA Imelda, MBOUALA Merveille, BABIESSA Julio et ONDANGA Patience. Sans

oublier NDOUNIAMA ONIONGUI Van pour la bonne collaboration et la fraternité partagée ainsi que leur soutiens et encouragements dans la rédaction de ce document.

Nous ne saurons conclure sans une pensée affectueuse pour les membres de nos familles particulièrement à papa ONANGANDZESSI Rock, ANVOURA Stéphanie, GAMBOU NGUEYE Jophret pour leurs affections et leurs soutiens multiformes.

Sommaire

I-INTRODUCTION	1
II.CADRE CONCEPTUEL.....	6
III. REVUE DE LA LITTERATURE	13
IV. METHODOLOGIE	26
V. PROCEDURE D'ESTIMATION ET PRESENTATION	30
VI. CONCLUSION ET L'IMPLICATION DE POLITIQUES	41
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUE	43
ANNEXE	49
TABLES DES MATIERES.....	52

Liste des graphiques

Graphique 1. Evolution des rentes pétrolières 1980-2019.....	10
Graphique 2. Evolution du PIB 1980-2019.....	11
Graphique 3. Rentes pétrolières et PIB	12
Graphique 4. Test de CUSUM.....	36

Liste des tableaux

Tableau 1. Résumé des signes attendus	29
Tableau 2. Statistiques descriptives	30
Tableau 3. Résultats des tests de stationnarité	32
Tableau 4. Résultats de test de retard optimal	34
Tableau 5. Résultats de test de cointégration	35
Tableau 6. Test d'autocorrélation	35
Tableau 7. Test de spécification.....	36
Tableau 8. Résumé de l'estimation du modèle ARDL.....	49

Sigles et Abréviations

ADF	: Augmenté Dickey-Fuller
ARDL	: Auto Regressive Distributed Lag
BAD	: Banque Africaine du Développement
BEAC	: Banque des Etats de l’Afrique Centrale
BM	: Banque Mondiale
CAMES	: Conférence Africaine et Malgache de l’Enseignement Supérieur
CEMAC	: Communauté Economique et Monétaire de l’Afrique Centrale
FBCF	: Formation Brut de Capital Fixe
FCFA	: Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	: Fonds Monétaire International
HOS	: Herscher Ohlin Samuelson
IDH	: Indice de Développement Humain
INS	: Institut National de Statistique
ITIE	: Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives
KPSS	: Kwiatkowski-Phillips-Schmidt-Shin
MCE	: Modèle à Correction d’Erreur
MCO	: Moindres Carrés Ordinaires
MMG	: Méthode des Moments Généralisés
NARDL	: Nonlinear Auto Regressive Distributed Lag
NEI	: Nouvelle Economie Institutionnelle
ODD	: Objectif du Développement Durable
OMC	: Organisation Mondiale du Commerce
ONU	: Organisation des Nations Unis
PGN	: Produit Global Net
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNB	: Produit National Brut
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PP	: Phillips-Perron
PPTE	: Pays Pauvres Très Endettés
RN	: Ressources Naturelles
UICN	: Union Internationale pour la Conservation de la Nature

VECM : Modèle à Correction d'Erreurs Vectoriels

WDI : World Development Indicators

I-Introduction

Dans cette partie introductive, quatre points y sont présentés. Le premier point porte sur le contexte et la justification. Le second est consacré à la problématique. L'objectif constitue le troisième point et l'hypothèse de recherche est formulée dans le tout dernier point.

I.1-Contexte et justification

Depuis la révolution industrielle, la croissance économique est un sujet qui n'a cessé de préoccuper les économistes, les décideurs publics et les grandes institutions internationales. De ce fait, dans une de ces publications, Gylfason (2010) a réaffirmé la nécessité et la place majeure qu'occupe la croissance économique dans le monde. De même, l'Organisation des Nations Unies dans son Agenda 2030 publié en septembre 2015 a mis un accent particulier sur la croissance économique en plaçant celle-ci comme huitième Objectif du Développement Durable (ODD).

Malgré son importance, la croissance économique pose un problème au niveau mondial, régional et local. Au niveau mondial, la situation économique en 2018 a connu un ralentissement engendrant ainsi des faibles taux de croissance économique. En effet, la croissance mondiale a baissé de 3,6% en 2018 contre 3,8% en 2017 (BEAC, 2018). Ce problème n'a pas épargné les pays de l'Afrique subsaharienne qui ont enregistré les taux de croissance respectifs de 2,3% en 2018 contre 2,5% en 2017 (Africa's pulse 2019). Entre 2016 et 2017, la structure de l'économie congolaise s'est avérée chaotique avec une récession de sa croissance qui a été négative avec les taux de croissance respectifs de -2,8% et -3,6%¹. Cette situation de récession a engendré des conséquences multiples dans la vitalité économique et sociale des Etats, il s'agit notamment du déficit budgétaire, de la fermeture des entreprises, de la hausse du chômage.

Ainsi, ce problème a ouvert la voie à de nombreuses recherches ayant abouti à de nombreux travaux tels le capital humain, l'investissement (Romer 1986 ; Lucas

¹ Ces statistiques proviennent de la base des données du Fonds Monétaire International (FMI, 2017).

1988 et Barro 1990). Cependant les auteurs tels que (Nurske,1953 ; Rostow,1960 ; Watkins,1963 ; Chalmin,2000) cités par Ekodo et Ndam (2018) pensent que les ressources naturelles constituent un facteur indéniable à la création des richesses et donc à la croissance économique. Toutefois Auty (1993) vient mettre en avant la notion de gouvernance et pense que la mauvaise gestion des rentes issues des ressources naturelles impacte négativement la croissance. Dans le même ordre d'idée Acemoglu (2003) affirme que la non prise en compte du volet institutionnel dans la relation susmentionnée n'aura pas d'effet positif sur la croissance économique. C'est dans ce sillage que d'importantes initiatives internationales à l'instar de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) ont été prises pour rendre plus transparente l'utilisation des revenus issus des ressources naturelles².L'ITIE est le cadre normatif le plus ambitieux et le plus pratique pour la gouvernance de l'extraction des ressources naturelles (Lehmann, 2015).

En effet, dans la littérature économique, plusieurs travaux théoriques et empiriques ont été menés pour montrer qu'il existe réellement un lien entre les ressources naturelles et la croissance économique. Théoriquement, deux parties s'affrontent. La première dite partie des effets des ressources naturelles sur la croissance met en exergue un débat entre les théoriciens qui montre un effet positif en passant par la règle d'Hotelling la théorie des produits de base, la théorie d'apprentissage (Hotelling,1931 ; Innis 1930, 1940 ; Mackintosh, 1939,1953 ; David et al 1997 ; Wright et al 1997, 2002) et ceux ayant montré un effet négatif à travers la théorie de la malédiction des ressources naturelles, la théorie du syndrome hollandais, la théorie de la croissance appauvrissante (Auty,1993; Corden et Neary,1982 ; Bhagwatti,1958). Par contre, la deuxième partie dite institutionnelle prend en compte le rôle des institutions dans la relation ressources naturelles et croissance économique (North,1993 ; Nielson et al,1998 ; Acemoglu et al ,2003 ; Carbonnier 2007). Ces auteurs ont mis en lumière les maux qui minent les pays producteurs des ressources naturelles qui n'ont pas pu développer de bonne institutions et la transparence dans la gestion des recettes qui en découlent

² <http://eiti.org/>.

tels que la recherche de la rente, la corruption, les guerres civiles et les conflits. Cette même controverse se prolonge jusqu'aux travaux empiriques.

Sur le plan empirique, on distingue deux résultats. D'une part, ceux qui ont trouvé que les ressources naturelles ont un effet positif sur la croissance. Par exemple, l'étude de Gylfason (2010) portant sur un échantillon de 164 pays aussi bien développés qu'en développement sur la période 1960-2000. Les résultats ont révélé que la possession des ressources naturelles exerce une influence positive sur la croissance économique si les institutions sont de bonne qualité. Dans le même ordre d'idée Ngachili (2021) étudie l'impact des ressources naturelles sur la croissance économique en Afrique sur une période de 2002-2018. Les résultats obtenus montrent que la bonne gestion des rentes de ressources naturelles impacte positivement la croissance économique à travers la bonne gouvernance, notamment : la stabilité politique, l'efficacité des administrations publiques et le respect des principes d'Etat de droit relancent l'économie en Afrique.

D'autre part, ceux qui ont trouvé que les ressources naturelles affectent négativement la croissance. En effet, Boschini et al. (2007) ont testé l'impact des ressources naturelles sur la croissance économique sur 80 nations couvrant la période 1975 à 1998. L'étude a utilisé différentes mesures des ressources naturelles. Celles-ci incluent la valeur des exportations primaires ; valeur des exportations de minerais et de métaux plus les combustibles ; la valeur de la production minérale et la valeur de la production d'or, d'argent et de diamants ; tous en pourcentage du PIB. Leurs résultats indiquent que l'or, le pétrole, l'argent et les diamants ont l'impact négatif sur la croissance économique. De même, Démissie (2014) a réalisé une étude sur la malédiction des ressources naturelles face aux initiatives et transparences internationales en mettant l'accent sur l'ITIE dans les pays d'Afrique subsaharienne sur la période de 2003-2012. Ses conclusions montrent que l'ITIE est négativement liée au PIB par habitant.

A cet effet, il sied de signaler que ces auteurs ont utilisé les ressources naturelles dans la globalité, sans pourtant regarder le poids de chaque ressource dans la sphère économique (Gylfason, 2010, Ngachili 2021 et Boschini et al., 2007, Demissie 2014). Le rapport de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries

Extractives (ITIE, 2017) en République du Congo révèle que dans les contributions directes du secteur extractif au trésor public par secteur, le secteur pétrolier constitue le pivot avec 92,43% suivi du secteur forestier avec 7,10% puis du secteur minier avec 0,47%. Ces faits factuels indiquent largement le poids des ressources pétrolières par rapport aux ressources minières et forestières dans le budget de l'Etat. Par conséquent, nous allons utiliser les ressources pétrolières au lieu d'utiliser toutes les ressources naturelles dans le cas de cette étude.

I.2-Problématique

La République du Congo comme la plupart des pays d'Afrique subsaharienne est généreusement pourvue en richesses naturelles précieuses. L'exploitation de Celles-ci constitueraient un facteur important à la création des richesses et donc à la croissance économique. Cependant l'expérience a montré que la possession des ressources naturelles n'est pas toujours favorable à la croissance économique. Elle constitue plutôt une malédiction (Kagni et Nkaloulou, 2019 ; Koutassila ,1998).

Sur le plan factuel, on note une baisse de la croissance économique en République du Congo entre 2014 et 2019. En effet, en 2014 la croissance économique s'élevait à 6,8% contre 1,4% en 2019. Ainsi, au cours de la même période la rente pétrolière a évolué dans un sens croissant. Elle s'établit à 28% en 2014 contre 43% en 2019. Elle a chuté 13% entre 2015 et 2016. Malgré une évolution croissante de la rente pétrolière, on constate que la croissance économique a ralenti (WDI 2021). Au regard de ce qui précède, on constate une corrélation négative entre la rente pétrolière et la croissance économique.

La République du Congo souffre d'une crise économique profonde provoquée par la chute brutale des prix du pétrole depuis mi 2014. Il s'agit des pires crises de l'histoire du pays caractérisées par des lourdes pertes de productions, des déficits budgétaires, une érosion de la confiance associée à une mauvaise gouvernance et une explosion de la dette publique (FMI, 2019). Cette situation alarmante perdure malgré la participation de la République du Congo au processus ITIE. Dans le baromètre mondial de la corruption de transparency international pour 2016, la République du Congo occupait le 159e rang sur 176 pays avec un score de 20/100.

En tenant compte de ce qui a été dit, quel est le rôle de l'ITIE et les effets des ressources naturelles sur la croissance économique en République du Congo ?

I.3- Objectifs de l'étude

L'objectif principal de cette étude est d'analyser le rôle de l'ITIE et les effets des ressources pétrolières sur la croissance économique en République du Congo.

I.4- Hypothèse de recherche

L'hypothèse défendue dans cette étude est la suivante : L'ITIE favorise positivement les effets des ressources pétrolière sur la croissance économique en République du Congo.

Cette hypothèse prend appui à la théorie de North (1990) et sur les travaux de Ngachili (2021)

I.5- Organisation du travail

Ce mémoire comprend six (6) sections : après l'introduction, nous présenterons le cadre conceptuel et l'évolution tendancielle, ensuite nous aborderont la revue de la littérature ; la quatrième section fournira les détails sur la méthodologie utilisée. La cinquième section fera l'objet de la procédure d'estimation du modèle et interprétation des résultats. Enfin, et dernière section concerne la conclusion et les implications de politiques.

II- Cadre conceptuel et évolution tendancielle

La présente section aborde les différentes définitions des concepts utilisés dans le cadre de ce travail et présente un état des lieux de la croissance économique, des ressources naturelles et l'ITIE.

1-Definitions

1.1-Croissance économique

François Perroux (1969) dans « l'économie du XX^e siècle » souligne que « la croissance économique est une augmentation soutenue pendant une ou plusieurs longues périodes d'un indicateur de dimension, pour une nation, le Produit Global Net (PGN) en terme réel ». Contrairement au concept de développement qui prend en compte presque tous les aspects qualitatifs de la vie (humains, économiques, socio-culturels, environnementaux), la croissance économique est un concept étroit qui est exclusivement quantitatif.

Ainsi, Kuznets (1973) cité par Terlecky (1984) considère que « la croissance économique moderne, reflète une capacité permanente d'offrir à une population en augmentation une quantité accrue de biens et services par habitant ». Plus globalement, Terlecky (1984) définit « la croissance de façon à prendre en compte les cas où elle est négative ou positive d'une part en ce qui concerne la production globale ou la production par habitant ». On peut légitimement qualifier la croissance économique par une capacité à soutenir des effectifs de population en augmentation rapide avec un maintien ou un léger accroissement du niveau de vie. Pour Hervelin et Bouchoux (2015), la croissance économique est définie par l'accroissement durable de la dimension d'une unité économique simple ou complexe, réalisée dans les changements de structures et éventuellement de système, et accompagnée de progrès économiques variables³.

De ces différentes définitions, on peut donc concevoir la croissance économique comme une augmentation soutenue du produit réel par tête de l'économie pendant une longue période de façon à améliorer, si infime soit-il, le niveau de vie de la population.

³Hervelin, M. et Bouchoux, J., (2015), « Source et limites de la croissance », Melchior, P.6.

Pour mesurer la croissance économique, on a très souvent fait recours à des agrégats tels que le PIB ou le PNB, ou plus encore l'indice de développement humain (IDH). Mais, dans le cadre de cette étude, nous allons mesurer la croissance économique par le PIB. C'est un agrégat de la comptabilité nationale qui mesure la somme des valeurs ajoutées hors taxes réalisées par des agents économiques nationaux et étrangers implantés sur le territoire national pendant un an.

1.2- Ressources naturelles

L'Union Internationale pour la Conservation de la nature (UICN, 2013) définit les ressources naturelles comme étant « les ressources produites par la nature, communément subdivisées en ressources non-renouvelables, telles que les minéraux et les combustibles fossiles, et les ressources naturelles renouvelables qui propagent ou soutiennent la vie et se renouvellent naturellement par elles-mêmes lorsqu'elles sont correctement gérées, ce qui inclut les plantes et les animaux, ainsi que le sol et l'eau ». Cette définition semble redondante du fait qu'elle reprend le mot « ressources » sans le définir.

Celle qui est donnée par l'Organisation Mondiale Commerce (OMC, 2010) semble plus précise. Elle définit les ressources naturelles comme les « stocks de matières présentes dans le milieu naturel qui sont à la fois rares et économiquement utiles pour la production ou la consommation, soit à l'état brut, soit après un minimum de transformation ». Cette définition, faut-il l'avouer, est assez étroite et répond à une approche purement commerciale.

Pour le besoin de cette étude, nous considérons les ressources naturelles sous l'angle de la rente pétrolière que nous définissons ainsi qu'il suit :

Selon Ikama (2015), la rente pétrolière désigne la part du surplus pétrolier qui résulte des caractéristiques du gisement pétrolier et de divers facteurs qui agissent sur le prix du pétrole⁴.

Pour Chevalier (1975), la rente pétrolière peut être définie comme la différence entre le prix de valorisation d'une unité de mesure d'une ressource naturelle, vendue aux consommateurs sous forme de produits raffinés, et le coût moyen total

⁴ Le partage de la rente pétrolière et les exigences de la mise en œuvre de l'ITIE

supporté pour extraire, transporter, raffiner et distribuer cette même unité de mesure de la ressource.

1.3- Initiative pour la transparence dans les industries extractives

C'est un processus international qui demande aux gouvernements des pays producteurs de pétrole, de gaz et des mines de publier dans des rapports indépendants toutes les recettes de l'Etat et des paiements des contenus générés par l'exploitation pétrolière, gazière et minière. Ceci, dans le but de renforcer la responsabilité dans la gestion des revenus de ce secteur⁵.

Elle est une norme mondiale visant à promouvoir une gestion ouverte et responsable des ressources naturelles⁶. Les principes sur lesquels se fonde l'ITIE, stipulent que les richesses issues des ressources naturelles d'un pays devraient profiter à tous les citoyens et qu'une telle entreprise nécessite des niveaux élevés de transparence et de redevabilité.

La Norme ITIE se compose de deux parties : la première s'intitule : « Mise en œuvre de la Norme ITIE », et la seconde s'intitule : « Gouvernance et gestion ».

Dans sa première partie, la « **Mise en œuvre de la Norme ITIE** », nous trouvons entre autre :

Les Principes de l'ITIE, tels qu'ils ont été adoptés par l'ensemble des parties prenantes en 2003. Ces principes définissent de manière générale les objectifs et les engagements de toutes les parties prenantes.

Les Exigences de l'ITIE, auxquelles tous les pays mettant en œuvre l'ITIE doivent adhérer, intègrent et rassemblent des dispositions qui figuraient précédemment dans les Critères de l'ITIE, dans les Exigences ITIE et dans les Notes-Directives de l'ITIE de l'édition 2013 des Règles de l'ITIE.

Le Guide ou aperçu de Validation, qui donne des indications sur la Validation à l'attention des validateurs ITIE et des pays mettant en œuvre l'ITIE. Il a été adopté pour la première fois en 2006 et a fait l'objet de modifications significatives depuis lors.

⁵ Comité Exécutif de l'ITIE Congo : 50 questions réponses sur l'ITIE.

⁶French_EITI_STANDARD 2015.pdf

Le Protocole « Participation de la société civile », qui a été approuvé par le Conseil d'administration de l'ITIE le 16 février 2011.

Et la seconde partie consacrée à la « **Gouvernance et gestion** », commence par une courte introduction sur l'organisation de l'ITIE. Celle-ci est suivie des Statuts de l'Association ITIE, accompagnés des dispositions qui régissent l'Association des Membres de l'ITIE.

En 2013, le Conseil d'administration de l'ITIE a adopté la Politique d'Ouverture de l'ITIE qui se trouve après les Statuts de l'Association. Le projet de Directives destinées aux Collèges de l'ITIE est également inclus. L'ITIE cherche à renforcer les systèmes des gouvernements et des entreprises, informer le débat public et améliorer la confiance.

Dans chaque pays de mise en œuvre, l'ITIE est soutenue par une coalition composée de représentants du gouvernement, des entreprises et de la société civile œuvrant ensemble. Les ressources naturelles telles que le pétrole, le gaz, les métaux et les minerais appartiennent aux citoyens d'un pays. L'extraction de ces ressources peut générer la croissance économique et encourager le développement social. Cependant lorsque les revenus de ces ressources sont mal gérés cela a bien trop souvent ouvert la voie à la corruption et même dans certains cas à des conflits armés. Pour assurer que ces ressources profitent bien à tous les citoyens, il est capital d'obtenir plus de transparence sur la gestion des richesses issues de l'extraction des ressources naturelles d'un pays.

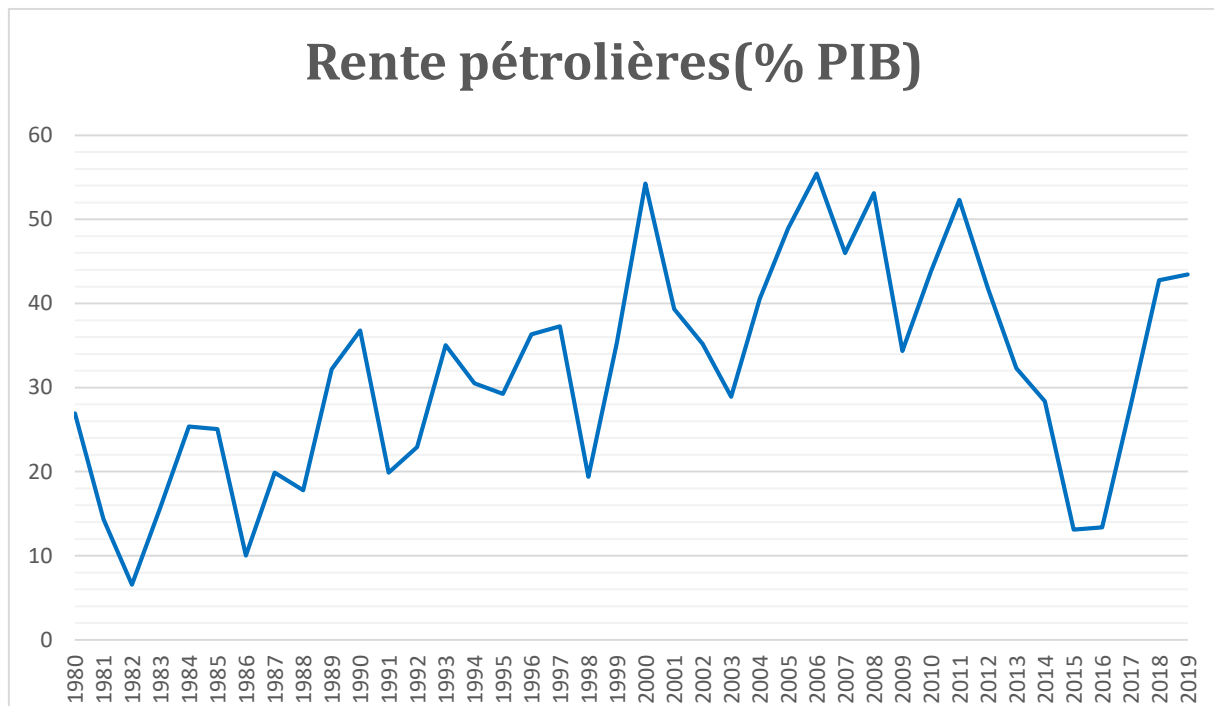
2- Evolution tendancielle

Dans cette partie nous allons présenter les différents graphiques

2.1- Ressources naturelles (rente pétrolière)

Ce graphique montre l'évolution de la rente pétrolière en République du Congo de 1980 en 2019

Graphique 1 : Evolution des rentes pétrolières de 1980-2019



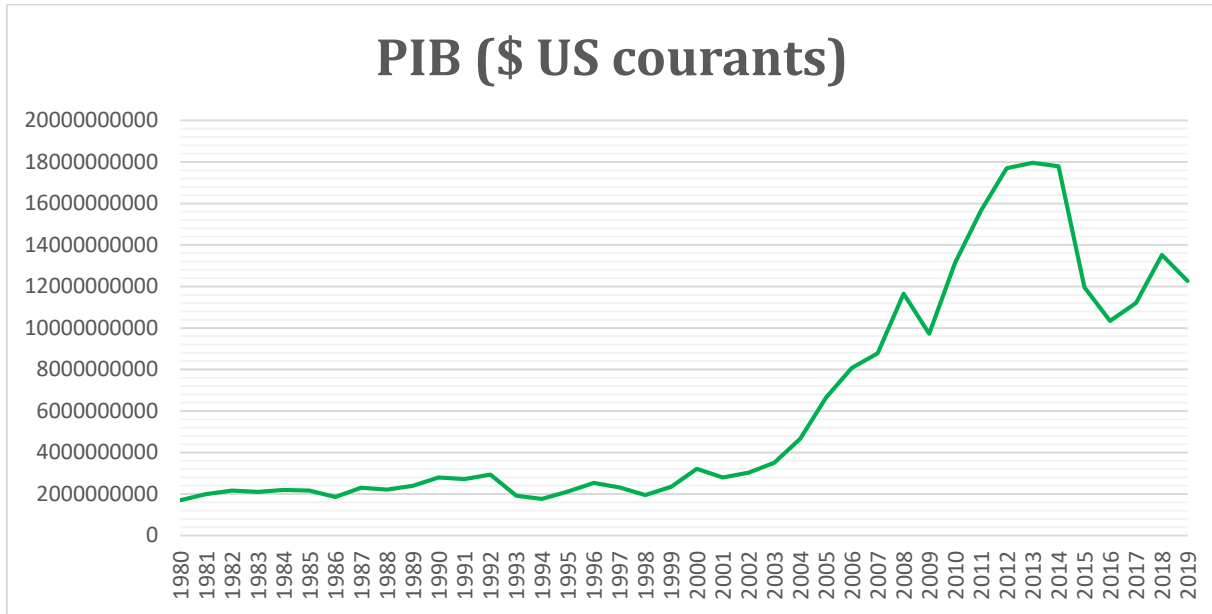
Source : auteurs à partir des données de la banque mondiale (2021)

La courbe ci-dessus laisse voir une tendance haussière de la rente pétrolière en République du Congo de 1980 en 2019. nous constatons que l'allure de la courbe de la rente pétrolière a connu un premier creux en 1982 et un pic en 2001, ensuite elle a connu un creux entre 2015 et 2016.

2.2- Evolution tendancielle de la croissance économique

Ce graphique montre l'évolution de la croissance économique en République du Congo de 1980 en 2019

Graphique 2 : évolution du PIB de 1980-2019

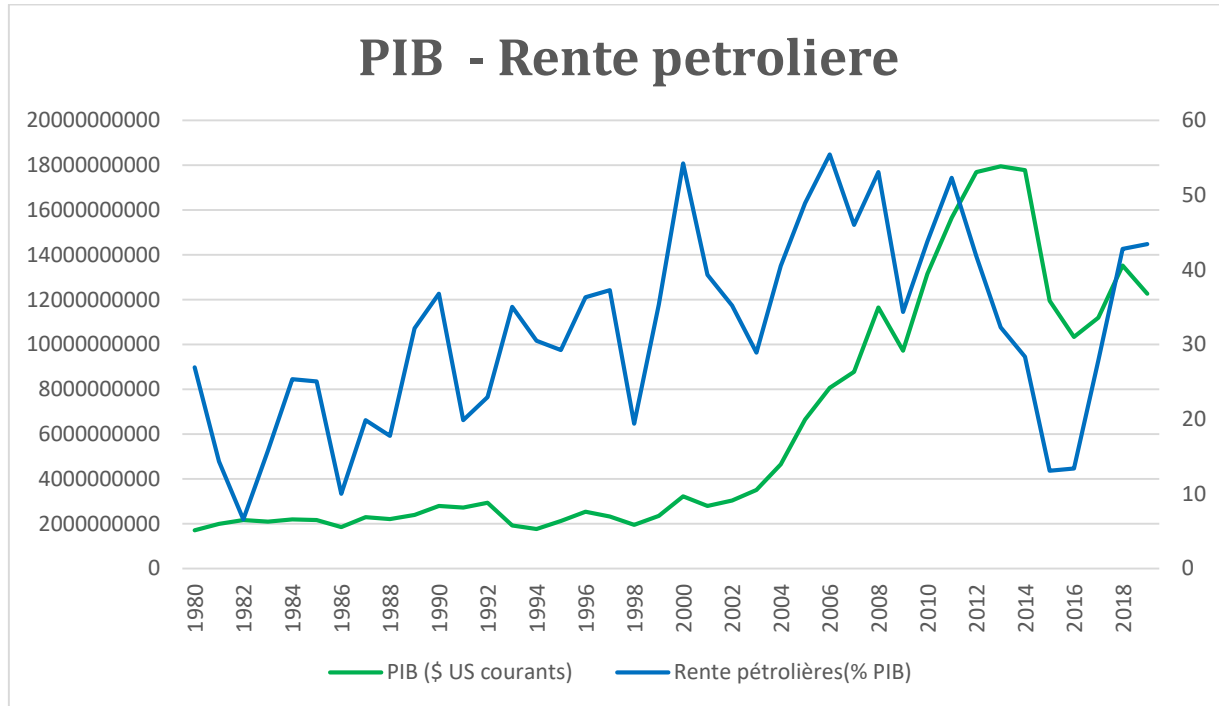


La courbe ci-dessus laisse coir une tendance haussière de la croissance économique en République du Congo de 1980 à 2019. la croissance économique a connu un creux entre 1993-1994 et un pic en 2008, ensuite elle a connu un pic en 2013 puis un creux en 2016.

2.3- Evolution tendancielle entre les ressources naturelles et la croissance économique

Dans cette partie, nous aller montrer si les deux concepts évoluent dans le même sens ou pas.

Graphique 3 : évolution des rentes pétrolières et du PIB de 1980-2019



Ce graphique nous montre l'évolution du PIB et de la rente pétrolière au cours de l'année 1980 à 2019. Nous constatons que les deux courbes suivent presque la même tendance haussière. Les deux courbes ont un pic presque la même année, en 2015 pour les rentes pétrolières et 2013 pour le PIB. Un creux en 2015 pour les rentes pétrolières et en 2016 pour le PIB.

III. Revue de la littérature

III.1. Revue théorique

Pour mieux appréhender la littérature dans ce domaine, nous allons faire intervenir deux (2) parties : d'une part la relation ressources naturelles et la croissance économique et d'autre part, la relation ressources naturelles, croissance économique et les institutions.

III.1.1. Première partie : relation ressources naturelles et la croissance économique

S'agissant de la première partie, deux (2) groupes de théories se démarquent dans la littérature : le premier dit approche optimiste pense que des ressources naturelles favorisent la croissance, le deuxième dit approche pessimiste pense le contraire.

Premier groupe

Les premières acceptations du rôle des ressources naturelles sur la croissance remontent des travaux des économistes (Smith ,1776 ; Ricardo ,1819 ; HOS 1919, 1933).

Au-delà de ces théories traditionnelles, Plusieurs théories dédiées aux ressources naturelles ont vu le jour, il s'agit notamment de la règle d'Hotelling, de la théorie des produits de base et de la théorie d'apprentissage.

Hotelling (1931) n'est pas resté observateur, puisqu'il a montré qu'il existait un lien entre les ressources naturelles non renouvelables et la croissance économique dans sa règle. En effet, La règle de Hotelling est née d'une interrogation à propos de la gestion optimale d'un gisement minier. Cette règle stipule que la surexploitation d'une ressource non renouvelable devrait être freinée pour ralentir son épuisement. Cette règle montre que les prix des ressources naturelles non renouvelables sont supposés augmenter d'une manière exponentielle. Donc, un stock des ressources naturelles non renouvelable est assimilé à un investissement. Acquérir une réserve d'une ressource naturelle non renouvelable nécessite une dépense présente qui va générer des gains ultérieurs grâce à la vente de la ressource, provoquant ainsi la croissance.

Au cours de la même période, les tenants de la théorie des produits de base⁷, Innis (1930, 1940) et Mackintosh (1939,1953) développent leur théorie à travers les études et travaux menés au Canada. Cette théorie affirme que l'exportation des ressources naturelles ou des matières premières vers les économies avancées a un impact profond sur l'économie ainsi que sur les systèmes politiques et sociaux.

Pour Innis, le Canada serait, en quelque sorte, le produit de sa géographie et le développement de son économie résulterait de la mise en valeur de ressources naturelles. Il explique que le Canada s'est développé en raison de la nature de ses produits de base : les matières premières, comme le poisson, la fourrure, le bois, les produits agricoles et les minéraux, qui ont été exportés vers la Grande-Bretagne et les Antilles.

Watkins (1963) et Rollins (1971) partisans de cette théorie, précisent que certaines conditions seraient préalables pour un développement économique sous la forme d'un processus de diversification autour de la base d'exportations des produits de base ne peut être envisageable.

Ensuite une autre théorie dite d'apprentissage est développée par David et Wright (1997) et Wright et Czelusta (1997, 2002). Ceux-ci, affirment que les ressources naturelles particulièrement celles axées sur les ressources minérales, jouent un rôle important dans le développement économique des États-Unis. Ils soutiennent que l'accumulation des connaissances élargit les ressources naturelles du pays et qu'il est possible pour des industries spécialisées dans les produits primaires de conduire le développement économique sur du long terme. Ils ajoutent aussi, que ces industries ont été cruciales pour l'essor récent de l'économie de la connaissance.

⁷Mounir Amdaoud (2019), "Ressources naturelles, innovation et développement économique : vers une nouvelle approche.CEPN, Université Paris 13, Sorbonne Paris Cité.

Pour ces deux théories expliquées ci-dessus, les ressources naturelles sont endogènes à l'économie (existence de liens) et semble corroborer les idées évoquées par Lucas (1988) dans les théories de la croissance endogène.

En effet, le capital humain comme canal de transmission entre les ressources naturelles et la croissance économique a été mis en exergue par les auteurs endogènes (Romer 1986, Lucas 1988), celui-ci a été utilisé par d'autres notamment (Lewis 1955 ; Gylfason 2001)⁸. Ceux-ci ont montré que le fait d'avoir les ressources naturelles ne suffisait pas pour atteindre la croissance.

Lewis (1955) affirme que l'abondance des ressources naturelles augmente le capital en raison de l'augmentation des exportations, et cette augmentation des exportations, à son tour, provoque la croissance économique.

En poursuivant ces prédecesseurs, Kurtz et Brooks (2011), rappellent également que le capital humain n'est pas un don du ciel qui est accordé à certains pays et n'est pas accordé à d'autres. Le capital humain tout comme les ressources naturelles doivent être entretenus, orientés vers les activités productives qui contribuent à la croissance et au développement. L'effet positif ou négatif de l'exploitation des ressources naturelles sur la croissance économique dépend particulièrement de l'accumulation du capital humain dans une société.

Deuxième groupe

S'agissant des effets négatifs, la littérature sur les ressources naturelles en général et les ressources pétrolières en particulier comme facteur non déterminant de la croissance remonte aux travaux des économistes (Prebisch, Singer 1950). Ces derniers ont formulé les premières explications sur le lien négatif entre les ressources naturelles et la croissance économique en posant l'hypothèse de la dégradation des termes de l'échange, selon laquelle, dans le long terme, la volatilité des cours des matières premières constituerait un retard voire un handicap pour

⁸Deffo Ghamsi, Salomon Leroy and Adjoumessi Houmpe, Donald and Dasi Yemkwa, Gyslin Hermann (2018), "Contribution du Capital Humain dans transmission des effets de l'abondance enressources naturelles au développement économique des pays de la CEMAC.

la croissance. Ils soutiennent que les termes de l'échange des pays spécialisés dans les ressources naturelles se dégradent vis-à-vis de pays spécialisés dans l'industrie.

Dans le même ordre d'idée, l'économiste Rybczynski (1955) démontre dans son théorème que l'expansion d'une richesse naturelle est susceptible de nuire au développement des autres secteurs. A la limite, la désindustrialisation semble inévitable à cause de la mutation des ressources des anciennes structures productives vers les nouvelles⁹

Cette thèse est poursuivie trois (03) années plus tard par l'économiste Indo-américain Bhagwati (1958) à travers sa théorie de la « croissance appauvrissante » ; qui émet l'idée selon laquelle, la spécialisation et l'échange internationaux selon les avantages comparatifs peuvent se traduire pour certains pays par une croissance de leur production exportée générant de moins en moins de recettes du fait d'une détérioration des termes de l'échange.¹⁰

Il en est de même pour Cordeon et Neary (1982) qui expliquent que l'exportation des matières premières conduit à la hausse du taux de change réel qui détériore la compétitivité du secteur manufacturier et conduit à une désindustrialisation du pays. Cette appellation est dite « syndrome hollandais » car dans les années 1970, l'exploitation de gisement de gaz avait conduit à une appréciation du Florin néerlandais et a un déclin du secteur manufacturier.

En poursuivant ces prédécesseurs, Auty (1993) emploie pour la première fois le terme « Resource curse » qui signifie en français la malédiction des ressources pour montrer que les pays dotés en RN n'arrivent pas à se développer alors que ceux non dotés se développaient. Ce terme a été rendu populaire plus tard par les

⁹ Nakoumde Ndoumtara, « boom pétrolier et risque d'un syndrome hollandais au Tchad : une approche par la modélisation en équilibre général calculable ». Thèse de doctorat, Université d'Auvergne Clermont – Ferrand I, en 2008 p 67

¹⁰ Claude- Danièle Echaudemaison « Dictionnaire d'économie et des sciences sociales 2013 P123 »

travaux de Sachs et Warner (1995) qui ont mis en avant comme un point théorique de la malédiction le “Dutch Disease“.

Dans la suite, une large revue nait à base de ces points soulevés, dans le but de montrer l’effet négatif des ressources naturelles sur la croissance économique. En effet, Gylfason (2001) recense quatre explications principales à savoir le Syndrome Hollandais qui désigne les effets négatifs de l’appréciation du taux de change réel sur l’économie suite à un boom du secteur des ressources naturelles, l’éviction du capital humain, l’éviction du capital physique et l’éviction du capital social, ce dernier étant vu comme « l’ensemble de l’infrastructure et des institutions d’une société à savoir sa culture, sa cohésion, son système légal, sa justice , ses règles et ses traditions »¹¹.

Selon les économistes Sala-i-Martin et Subramanian (2003), Auty (2004), le lien négatif qui existe entre RN et croissance économique s’explique par plusieurs conséquences socio-économiques et environnementales provoquées par l’exploitation des matières premières, parmi lesquelles :la contraction des activités économiques des autres secteurs ; l’appréciation du taux de change ; les Conflits ; la dégradation de l’écosystème, etc...

Suivant cet alignement de pensées, Jean et Rufin (1996) et Collier et Hoeffler (2004) et Humphreys (2005) et Fearon (2005), pensent que l’abondance de richesse naturelle est un facteur explicatif pertinent des guerres civiles. Ces auteurs trouvent que les pays qui dépendent des produits de base sont plus exposés aux risques de conflits ; puisque les conflits ont des coûts économiques très élevés, les produits de base retarderaient le développement économique à travers leur effet sur la probabilité de guerre.

De même, Ross (2003) recense quatre hypothèses liant ressources naturelles et conflits civils. Tout d’abord, les ressources naturelles génèrent de la frustration

¹¹Louis-Marie Philippot (2011), “Rente naturelle et institutions. Les Ressources Naturelles : Une “ Malédiction Institutionnelle ” ?

parmi les populations locales à cause des procédures d'expropriation et de l'injuste répartition de la rente. Ensuite, les ressources permettent de financer les activités des rebelles par la vente directe, l'octroi de droits futurs d'exploitation et l'extorsion de fonds.

III.1.2. Deuxième partie : ressources naturelles, croissance économique et institutions

Quant à la deuxième approche, elle apparaît comme une solution aux problèmes qui entravent la relation ressources naturelles et la croissance économique. Cette approche prône que la bonne qualité des institutions influence positivement la relation ressources naturelles- croissance économique.

Fort de cette importance donnée aux institutions, certains auteurs tels que North (1993) et de Williamson (2000) vont créer la Nouvelle Economie Institutionnelle (NEI) qui consiste en un développement des outils néoclassiques pour l'analyse du rôle des institutions dans la coordination et la réalisation des activités économiques. Selon, North (1993) les institutions sont définies comme une contrainte imposée par les individus afin de régir leurs interactions.

Nielsen et Johnson (1998) vont un peu plus loin et identifient deux tendances au sein de l'économie institutionnelle : une première, appelée « nouvelle économie institutionnelle », qui s'intéresse à l'allocation des ressources rares, et une seconde nommée « économie institutionnelle » qui se concentre sur la création, la distribution et l'utilisation des nouvelles ressources.

Rodrik (2000) identifie les droits de propriété, les institutions réglementaires, les institutions de stabilité macroéconomiques, les institutions de sécurité sociale et les institutions de gestion de conflits comme les principales institutions pour favoriser l'efficacité du marché. L'argument est que si ces institutions sont bonnes, cela va stimuler la croissance et le développement. Cette proposition peut être vraie, mais la nouvelle économie institutionnelle tend à retenir un ensemble restreint d'institutions, qui ne comprend pas des institutions d'apprentissage. Si l'on considère que le développement est un processus caractérisé par la création,

destruction et utilisation de nouvelles ressources, il y a des raisons d'être sceptique envers l'affirmation que la minimisation des coûts est la cause du développement. Ce courant est étayé par les économistes qui sont à ce jour considérés comme néo-institutionnels.

Acemoglu et al. (2003) dans l'intérêt de montrer que les rentes des ressources naturelles peuvent impacter les économies, estiment que les pays ayant des ressources naturelles doivent avoir des « institutions fortes. Ce qui leur permet d'éviter la malédiction des ressources et de minimiser les fluctuations chroniques liées à la mauvaise gestion des rentes.

Dans le même ordre d'idée, Acemoglu (2008) attribue, dans son ouvrage sur les déterminants de la croissance, une place prépondérante aux institutions. Il les définit comme « ... les règles, les régulations, les lois et les politiques qui affectent les incitations économiques utiles à l'investissement dans les technologies, dans le capital physique et humain ». Avant d'exploiter leurs ressources, les gouvernements doivent prouver qu'ils sont capables de surmonter la malédiction des ressources uniquement lorsque les dirigeants sont efficacement incités, en général par la présence d'institutions de contrôle interne compétentes et transparentes autant que par l'existence de processus politiques inclusifs.

Mehlum et al. (2006) quant à eux, démontrent que seulement dans les pays possédant de « fortes institutions », la gouvernance aurait un impact positif sur les recettes issues des ressources naturelles ainsi que sur la croissance économique. Ces auteurs montrent que les institutions exercent une influence décisive sur la façon dont les ressources naturelles sont gérées et déterminent la croissance économique.

Cette approche est étayée par Baunsgaard et al. (2012), puisqu'ils affirment que les pays prévoyant des recettes tirées des industries extractives doivent formuler une stratégie budgétaire à long terme pour affecter de telles recettes aux autres utilisations concurrentielles. Donc l'intervention de l'Etat est nécessaire dans la mise en œuvre d'une bonne gouvernance.

Le guide pour la transparence des recettes des RN complète naturellement certaines initiatives récentes, dont l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE), qui porte plus précisément sur la déclaration des transactions entre les sociétés qui exploitent les ressources et les gouvernements.

Lehmann (2015) est du même avis puisqu'il souligne que l'ITIE est le cadre normatif le plus ambitieux et le plus pratique pour la gouvernance de l'extraction des ressources naturelles.

Carbonnier (2007) va plus loin en montrant que la possession des ressources naturelles affecte positivement la croissance économique, notamment à travers une plus grande transparence et une meilleure gestion de ces ressources. Si les revenus issus de l'exploitation pétrolière sont affectés au remboursement de la dette, ils n'auront aucun effet sur la croissance économique. Si par contre, ils sont utilisés à la mise en place des infrastructures publiques telles que les barrages, les routes, les ponts... (Barro, 1991) ou à la modernisation de l'appareil productif, ils pourront impulser la croissance économique¹².

III.2. Revue de la littérature empirique

Vu l'importance et la place qu'occupent les ressources naturelles en général et les ressources pétrolières en particulier dans la croissance économique des pays. Plusieurs chercheurs ont essayé d'apporter leurs contributions sur cette notion. Voilà pourquoi, dans cette partie du document, nous allons tenter de présenter les résultats des travaux empiriques qui soutiennent d'une part la relation positive entre les ressources naturelles et la croissance économique ceux qui soutiennent la relation négative d'autres part

III.2.1. Les ressources naturelles influencent positivement la croissance économique

Comme énoncé plus haut, plusieurs études ont été réalisées pour montrer le lien positif entre les ressources naturelles et la croissance.

¹²Ekodo Raymond et Ndam Mama (2018)

S'agissant particulièrement de l'étude de Gylfason (2010) portant sur un échantillon de 164 pays aussi bien développés qu'en développement sur la période 1960-2000, en utilisant la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO). Les résultats ont révélé que la possession des ressources naturelles exerce une influence positive sur la croissance économique, si et seulement si les institutions sont de bonne qualité. C'est le cas de certains pays qui ont réussi à se servir de leurs abondantes ressources naturelles pour obtenir un progrès économique rapide, à l'instar des pays du Golfe, de la Norvège, du Chili, de l'Ile Maurice et du Botswana.

Yuxiang et Chen (2011) posant la même problématique dans le contexte chinois, utilisent un panel de provinces de ce pays, sur la période 1996-2006, en appliquant la Méthode des Moments Généralisés (MMG). Les résultats ont montré que le développement financier est le mécanisme par lequel l'abondance des ressources naturelles impacte positivement la croissance économique à long terme.

Bakari (2016), a analysé empiriquement l'impact des exportations agricoles sur la croissance économique en Tunisie couvrant la période 1988-2014, en utilisant le modèle MCE (modèle à correction d'erreur). Ces résultats empiriques ont montré que les exportations agricoles ont un effet positif sur la croissance.

Kpemoua (2016), analysant empiriquement l'impact des exportations des produits primaires sur la croissance économique au Togo couvrant la période 1960-2014 et en utilisant la technique de Co intégration et de causalité. Les résultats empiriques montrent une corrélation positive et significative au seuil de 1% à long terme entre les exportations des produits de base et la croissance économique, c'est-à-dire que les exportations ont un impact positif sur la croissance économique et une causalité au sens de Toda et Yamamoto, des exportations vers la croissance économique.

Ekodo et Ndam (2018) à leur tour ont analysé empiriquement l'impact des revenus issu de l'exploitation des ressources naturelles et plus particulièrement des ressources pétrolières sur la croissance économique en zone CEMAC. En utilisant

la Méthode des Moments Généralisés (GMM) en panel dynamique de ses six pays pour la période 1996-2016. Les résultats obtenus montrent que ces revenus affectent positivement (mais faiblement) la croissance en zone CEMAC.

Lezona (2005), a examiné l'impact exportations pétrolières sur la croissance économique dans le cas du Congo Brazzaville sur la période 1972-2002, en utilisant la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO). Les résultats obtenus de l'estimation révèlent que les exportations pétrolières ont une influence positive mais non significative sur la croissance économique.

Ngachili (2021) étudie l'impact des ressources naturelles sur la croissance économique en Afrique sur une période de 2002-2018 en panel dynamique. Il utilise la Méthode des Moments Généralisés (MMG). Les résultats obtenus de l'estimation de ce modèle ont illustré que différentes rentes des ressources naturelles améliorent la croissance économique. En d'autre terme ces différentes rentes des ressources naturelles affectent positivement et significativement la croissance économique. Les résultats obtenus démontrent que la bonne gestion des rentes de ressources naturelles à travers la bonne gouvernance, notamment la stabilité politique et l'efficacité des administrations publiques, le respect des principes d'Etat de droit relancent l'économie en Afrique.

Rotimi et al (2013) ont mené une étude sur l'impact de la transparence sur la gestion des ressources pétrolières au Nigeria, couvrant la période 1999-2004 en utilisant l'analyse en régression. Ils ont utilisé entre autre l'initiative pour la transparence dans les industries extractives nigérianes comme indicateur pour mesurer la transparence. Leurs résultats ont montré que la transparence permet de réduire la corruption.

III.2.2. Les ressources naturelles influencent négativement la croissance économique

Contrairement à ce qui précède, Sachs et Warner (1995) ont analysé empiriquement la relation entre abondance des ressources naturelles et croissance

économique sur une étude transversale sur 97 pays en développement couvrant la période 1971-1989. En utilisant le modèle MCO et les résultats ont montré que les économies ayant en 1971 (année de base) un ratio exportations de ressources naturelles sur PIB élevé ont tendance à avoir un faible taux de croissance durant la période 1971-1989. Cette relation demeure négative même après la prise en compte de variables déterminantes pour la croissance économique, comme le revenu initial par tête, la politique de change, l'efficacité du gouvernement et les taux d'investissement. Selon eux, la volatilité des recettes pétrolières et l'impact négatif sur les termes de l'échange sont les facteurs explicatifs de la malédiction.

Sachs et Warner (1997) étudient l'influence de l'abondance des ressources naturelles sur la croissance économique, avec un échantillon de 95 pays aussi bien développés qu'en développement sur la période 1970-1989, les auteurs utilisent un modèle de régression multiple composé de plusieurs variables parmi lesquelles : la protection juridique, l'inflation, l'épargne publique et la part de la population active par rapport à la population totale. Le résultat obtenu montre que l'abondance des ressources naturelles exerce une influence négative sur la croissance économique.

Boschini et al. (2007) ont testé l'impact des ressources naturelles sur la croissance économique sur 80 nations couvrant la période 1975 à 1998 en utilisant la méthode des régressions multiples. L'étude a utilisé différentes mesures des ressources naturelles. Celles-ci incluent la valeur des exportations primaires ; valeur des exportations de minerais et de métaux plus les combustibles ; la valeur de la production minérale et la valeur de la production d'or, d'argent et de diamants ; tous en pourcentage du PIB pour. Leurs résultats indiquent que l'or, le pétrole, l'argent et les diamants ont l'impact négatif le plus fort sur la croissance économique.

Posant la même problématique de la dépendance aux ressources naturelles et la croissance économique dans le cas des pays d'Afrique Sub-saharienne.

Atkinson et Hamilton (2003) examinent le lien entre ressources naturelles et croissance économique sur la période 1980-1995. Ils considèrent un échantillon de 91 pays et utilisent le modèle MCO en données en coupe transversale. Les résultats révèlent que Les pays fortement dépendants des ressources naturelles, qui ont connu successivement des taux d'épargne réelle négatifs ont réalisé de faible taux de croissance économique.

Camignani et Chowdhury (2010) étudient la relation entre ressources naturelles et croissance économique en Afrique subsaharienne sur la période 1970-2007 utilisent la méthode des moments généralisés (MMG) et trouvent que la dépendance aux ressources naturelles retarde la croissance économique et non l'inverse. La dépendance aux ressources naturelles serait spécifique à ces pays. Ils ont montré aussi que cette spécificité ne dépend pas du type de spécialisation dans les produits primaires.

Dans le même sillage, Avom et Carmignani (2010) ont mené une autre étude sur l'impact de la dépendance des produits de base sur la croissance économique dans le contexte des pays de l'Afrique centrale sur la période 1965-2005, Ils utilisent la Méthode des Moments Généralisées (MMG). Les résultats montrent que la dépendance des produits de base a un effet négatif la croissance économique.

Bendahmane et Boulahbel (2021) ont étudié l'impact de la qualité institutionnelle et l'abondance des ressources naturelles sur la croissance économique en Algérie au cours de la période 1984-2017, ils utilisent les modèles ARDL et NARDL.les résultats obtenus ont montré un impact significatif et négatif de la qualité institutionnelle et des revenus pétroliers sur la croissance économique à long terme Kagni et al (2019) ont étudié l'impact de la gestion des ressources naturelles et performances de l'économie congolaise de 1980-2015.ils utilisent le modèle a correction d'erreur (MCE), le résultat montre que le Congo serait victime du syndrome hollandais du fait de la contribution amorphe des autres secteurs de l'économie dans la dynamique de croissance.

Mbingui et al (2021) ont analysé les effets de la rente pétrolière sur le développement au Congo sur une période de 1987 à 2016. En utilisant le modèle de correction d'erreur vectorielle (VECM), le résultat montre que la dépendance à la rente pétrolière affecte négativement le développement du Congo. La mauvaise performance de la croissance et du développement au Congo est principalement liée à la détérioration de la gouvernance et à la généralisation de la corruption.

Démissie (2014) réalise une étude sur la malédiction des ressources naturelles face aux initiatives et transparences internationales en mettant l'accent sur l'ITIE dans les pays d'Afrique subsaharienne sur la période de 2003-2012 .il utilise le modèle des moindres carrés ordinaires (MCO). Ses conclusions montrent que l'ITIE est négativement liées au PIB par habitant.

III.3. Les enseignements de la revue de la littérature

Au regard de cette revue de la littérature, il ressort deux (2) principaux enseignements tant sur le plan théorique qu'empirique : le premier tient au fait que certains travaux suggèrent qu'il existe un lien positif entre les ressources naturelles et la croissance économique via la qualité des institutions. Le second enseignement porte sur les travaux, qui suggèrent que la relation entre les ressources naturelles et la croissance économique est négative. Toutefois, Les résultats diffèrent d'une région à une autre, d'un pays à un autre et même d'une période à une autre. Dans ce contexte, de tels résultats ne peuvent faire l'objet d'une généralisation, car chaque région ou pays ayant sa spécificité. Aussi l'examen de cette relation en République du Congo qui dispose et exploite depuis plusieurs années les ressources pétrolières ne nécessite-t-il pas une recherche particulière ? Nous pouvons dire que l'effet des ressources naturelles en générale et les ressources pétrolières en particulier sur la croissance économique à partir de notre revue de la littérature est clair.il est alors nécessaire pour l'étude que nous avons mené de poser le cadre théorique référentiel dans lequel nous nous inscrivons et de montrer quelle place occupe les ressources pétrolières dans la démarche que nous adoptons.

IV–Méthodologie

Cette section décrit trois points essentiels : le premier point porte sur le mode d'investigation, le second sur le modèle théorique et empirique sur les effets des ressources naturelles sur la croissance économique en République du Congo : rôle de l'ITIE et le troisième point portera sur la description des variables.

1-Mode d'investigation

Pour vérifier l'hypothèse vérifiée dans le cadre de ce travail, une méthodologie basée sur un mode d'investigation a été privilégiée. Il s'agit de la recherche documentaire.

1.1- La recherche documentaire

Elle a consisté en exploitation des informations diverses à partir d'une analyse du contenu de la documentation disponible sur les effets des ressources naturelles sur la croissance économique en République du Congo en tenant compte du rôle de l'ITIE. En effet, cette recherche nous a permis de consulter les documents sur internet portant sur : les études, les rapports, les documents de recherches les articles et ceux de différents organismes (PNUD, CEMAC, ITIE, BAD, OCDE, BEAC...) et institutions (BM, FMI...).

2- Modèle théorique et empirique

Pour vérifier notre hypothèse nous nous inspirons du modèle théorique développé par Ekodo et Ndam (2018) qui ont mené une étude sur « Possession des ressources naturelles et Croissance économique en zone CEMAC : cas des ressources pétrolières ». Ces derniers ont utilisé le modèle de croissance endogène de Mankiw et al (1992), basé sur le modèle de Solow (1956) augmenté du capital humain, pour identifier les variables pertinentes qui peuvent aider à la compréhension des conséquences des ressources naturelles sur la croissance économique.

Nous obtenons le modèle de Cobb-douglas ci-après :

$$Y_{(t)} = AK_{(t)}^{\alpha} L_{(t)}^{\beta} H_{(t)}^{\delta} \quad (1)$$

Depuis Stiglitz (1974), le capital naturel est inséré dans ce modèle et pour Lucas (1988) ce n'est pas la population active qui est importante, elle ne peut pas permettre le développement alors ce qui augmente le modèle qui prend la forme :

$$Y_{(t)} = AK_{(t)}^{\alpha} H_{(t)}^{\delta} RN_{(t)}^{\gamma} \quad (2)$$

Avec le ; $A : A_0 e^{0.001t}$, le progrès technique est fonction des importations.

Le modèle devient :

$$Y_{(t)} = K_{(t)}^{\alpha} H_{(t)}^{\delta} RN_{(t)}^{\gamma} A_0 e^{IMP^{\mu}} \quad (3)$$

Y = la croissance économique mesurée par le produit intérieur (PIB) ;

K = le capital physique mesuré par la formation brute de capital fixe (FBCF) ;

H = le capital humain mesuré par le taux brut descolarisation au secondaire (TBSS) ;

RN = les ressources naturelles mesurées par la rente pétrolière (RP) ;

IMP = les importations ;

t = période d'étude (1980-2019).

Après la linéarisation et remplacement des variables par leurs indicateurs, l'équation (2) devient :

$$\ln Y_t = \gamma \ln RP_t + \alpha \ln FBCF_t + \delta \ln TBSS_t + \mu \ln IMP_t \quad (3)$$

De (3), nous obtenons deux modèles empiriques à des fins d'estimation suivant :

Un modèle qui ne prend pas en compte l'institution (ITIE) :

$$\ln Y_t = \gamma \ln RP_t + \alpha \ln FBCF_t + \delta \ln TBSS_t + \mu \ln IMP_t + \varepsilon_t \quad (4)$$

Conformément aux travaux de Demissie (2014) qui a utilisé la variable ITIE. Nous allons de même utiliser l'ITIE pour voir son influence dans la croissance économique.

$$\ln Y_t = \gamma \ln RP_t + \alpha \ln FBCF_t + \delta \ln TBSS_t + \mu \ln IMP_t + \theta \ln ITIE + \varepsilon_t \quad (5)$$

3- Présentation de sources de données et des variables

3.1- présentation des sources de données

Les données sur lesquelles se fonde ce mémoire, ont été extraites de la banque mondiale : tout particulièrement dans la base donnée des indicateurs de développement dans le monde (2021). la période d'estimation s'étend de 1980 à 2019. Cette plage se justifie par la disponibilité des données.

3.2- Présentation des variables

La variable dépendante est le logarithme du PIB, c'est-à-dire le PIB nominal divisé par le déflateur du PIB, le tout rapporté à l'effectif total de la population. Cet indicateur a été utilisé par plusieurs économistes comme Solow (1956) et Lucas (1988).

L'Investissement en Capital Physique (FBCF) : il désigne l'ensemble des acquisitions des éléments productifs et les infrastructures de base (routes, barrages, ponts, écoles, hôpitaux). Il est mesuré par le rapport de la formation brute de capital fixe sur le PIB. Toutes les théories de la croissance montrent que l'accumulation du capital physique est une source de la croissance. L'amélioration de la qualité des infrastructures abaisse les coûts (transport, énergie...) et par conséquent stimule la demande et l'offre, ce qui est de nature à favoriser la compétitivité (Gannon et Liu, 1997). Il peut également favoriser le désenclavement des régions pauvres et leur permettre d'accéder à des opportunités plus importantes (Estache, 2003). Le signe attendu est positif.

Le Capital Humain (H) : cette variable désigne le stock des capacités humaines créées ou innées et d'investissement dans les êtres humains (les dépenses d'éducation, de santé et d'alimentation). Dans le cadre de notre travail il est mesuré par le taux de scolarisation au secondaire. L'accumulation de ce dernier est une source de croissance déjà démontrée dans le cadre des théories de croissance endogène (Lucas, 1988). Le signe attendu est positif.

L'importation (IMP) : indicateur utilisé pour mesurer l'ouverture commerciale dans ce travail. Il est fortement admis qu'un pays ouvert au commerce, est susceptible d'avoir de meilleures performances économiques. (Rodrik, 1988)

Ressources Pétrolières (RP) : cette variable désigne la quantité des ressources pétrolières disponibles dans un pays. Pour la mesurer, Sachs et Warner (1995) utilisent le poids des exportations pétrolières dans le total des exportations ou du PIB. La Banque mondiale par contre, utilise le rapport de la rente pétrolière sur le PIB. Dans cette étude, nous allons utiliser cet indicateur. Nous attendons un signe positif de son coefficient.

ITIE : elle est utilisée pour voir le rôle de l'initiative pour la transparence dans les industries extractives dans les performances économiques. Pour ce faire, nous avons créé une variable muette conformément aux travaux de Balestra Pietro (1980)

Tableau 1 : signes attendus

Le tableau suivant nous montre les indicateurs, leurs abréviations, leurs signes attendus et leurs sources :

Indicateurs	Abréviations	Signes attendus	Sources
Rentes pétrolières	RP	(+)	WDI
Initiative pour la transparence dans les industries extractives	ITIE	(+)	Balestra Pietro (1980)
Formation brute de capital fixe	FBCF	(+)	WDI
Taux brut de scolarisation au secondaire	TBSS	(+)	WDI
Importations	IMP	(+)	WDI

Source : Auteurs (2021) à partir de Word.

V. Procédure d'estimation du modèle et présentation des résultats

Cette section sera constituée en deux parties : dans la première partie, nous procéderons par la procédure d'estimation, ensuite nous présenterons des résultats issus de ce modèle.

V.1.Procédure d'estimation

La vérification de notre hypothèse

1.1. Analyse descriptive :

La statistique descriptive des données nous permet d'avoir une idée sur la moyenne, la médiane, la valeur minimale, la valeur maximale et l'écart type. Ensuite elle nous permet également de voir la nature des coefficients de Skewness, Kurtosis et de Jarque-Bera et sa probabilité nous permettent de tester la normalité de la série étudiée. Le tableau 2 ci-dessous présente les statistiques des variables utilisées pour cette analyse. Ces statistiques couvrent une période allant de 1980 à 2019 et la République du Congo est sélectionnée en fonction de la disponibilité des données en particulier pour la variable expliquée et les variables explicatives.

Tableau 2 : statistiques descriptives

Le tableau ci- dessous présente les statistiques descriptives des différentes variables de l'étude.

	LNPIB	LNRP	ITIE	LNTBSS	LNIMP	LNFBFCF
Moyenne	22,20019	3,359077	0,400000	12,57224	3,930707	3,452027
Médiane	21,77590	3,472725	0,000000	12,18542	3,979498	3,396672
Maximum	23,61134	4,015622	1,000000	13,58841	4,440471	4,375276
Minimum	21,25730	1,881280	0,000000	11,64789	2,800241	2,674750
Ecart type	0,827110	0,490637	0,496139	0,635773	0,356486	0,415445
Skewness	0,515459	-0,995453	0,408248	0,455738	-1,269428	0,456250
Kurtosis	1,585929	3,676090	1,166667	1,524276	4,973619	2,535419
Jarque-Bera	5,103983	7,368007	6,712963	5,014252	17,23494	1,747486
Probabilité	0,077926	0,025122	0,034858	0,081502	0,000181	0,417386
Sum	888,0077	134,3631	1,000000	502,8896	157,2283	138,0811
Sum Sq. Dev.	26,68036	9,388274	9,600000	15,76408	4,956208	6,731190
Observations	40	40	40	40	40	40

Source : auteurs à partir d'Eviews 9

Nous constatons dans ce tableau, que la statistique de jarque-bera de toutes les variables est supérieure à 0.05. Par contre, la probabilité des variables (PIB, FBCF, TBSS) est supérieure à 0.05. (RP, IMP, ITIE) est inférieure à 0.05. Compte tenu du nombre de nos observations qui est 40, nous pouvons donc conclure que les variables suivent la loi normale. Ainsi, nous passons aux tests de stationnarité.

1.2. Tests de stationnarité des variables :

Les tests de stationnarité sont des tests qui permettent d'une part de déterminer l'existence d'une tendance, et d'autres parts de déceler la bonne manière de rendre stationnaire une variable qui ne l'est pas.

En effet, il existe plusieurs tests de stationnarité, parmi lesquels nous n'étudierons que le test usuel de racine unitaire de Dickey-Fuller Augmenté (ADF), le test de Phillips-Perron (PP), le test de Kwiatkowski-Phillips-Schmidt-Shin (KPSS). Ces tests seront utilisés, pour tester la présence de la racine unitaire de nos variables, et les trois options feront l'objet d'une vérification (Trend and Intercept, Intercept, None). L'exécution de ces tests va se faire suivant les deux hypothèses ci-après :

- ❖ H_0 : Il y a présence de la racine unitaire (série non stationnaire)
- ❖ H_1 : Il y a absence de la racine unitaire (série stationnaire).

La règle de décision de test est la suivante :

Si la statistique de LM est inférieure à la valeur critique de Mackinnon au seuil de 5%, alors l'hypothèse H_1 est acceptée, il y a absence de la racine unitaire. D'où la série est stationnaire.

Par contre, si la statistique de LM est supérieure à la valeur critique de Mackinnon au seuil de 5%, alors l'hypothèse H_0 est acceptée, il y a présence de racine unitaire. D'où la série est non stationnaire. Les tests de stationnarité sont appliqués en niveaux, puis en différence au cas où il y aurait présence de la racine unitaire à ce premier

En effet ; le tableau ci-dessous résume les résultats des tests de racine unitaire appliqués à l'ensemble des variables.

Tableau 3 : résultats des tests de stationnarité

Variables	Type de test	Avec constante et sans tendance	Avec constante et avec tendance	Valeur critique 5%	Test Statistic	Décision
PIB	ADF	NON	OUI	-3.533081	-5.245464	I(1)
	PP	NON	OUI	-3.533083	-5.209463	I(1)
	KPSS	NON	OUI	0.146000	0.132865	I(0)
RP	ADF	NON	OUI	-3.529758	-3.558200	I(0)
	PP	NON	OUI	-3.529758	-3.558200	I(0)
	KPSS	OUI	NON	0.463000	0.301238	I(1)
ITIE	ADF	NON	OUI	-3.533083	-5.373294	I(1)
	PP	NON	OUI	-3.533083	-5.340676	I(1)
	KPSS	NON	OUI	0.146000	0.088530	I(0)
TBSS	ADF	NON	OUI	-3.533083	-5.776778	I(1)
	PP	NON	OUI	-5.533083	-5.800681	I(1)
	KPSS	NON	OUI	0.146000	0.101631	I(0)
IMP	ADF	NON	OUI	-3.536601	-5.694448	I(1)
	PP	NON	OUI	-3.533083	-6.993892	I(1)
	KPSS	NON	OUI	0.146000	0.085825	I(0)
FBCF	ADF	NON	OUI	-3.533083	-5.478700	I(1)
	PP	NON	OUI	-3.533083	-5.473629	I(1)
	KPSS	NON	OUI	0.146000	0.139511	I(0)

Source : auteurs à partir des résultats extraits d'Eviews9

D'une manière générale, ce tableau nous fait la synthèse des résultats de différents tests stationnarité obtenu sur Eviews9, notamment par les tests de stationnarité d'ADF, PP et KPSS. Les résultats obtenus montrent que certaines variables sont stationnaires en niveau et d'autres en différence première. Néanmoins, une variable stationnaire à un niveau inférieur l'est aussi à un niveau supérieur, c'est-à-dire que les variables utilisées dans ce travail sont intégrées d'ordre 1. On peut donc conclure que ces résultats indiquent que toutes les variables respectent les normes

d'application de l'ARDL, étant donné que l'ordre maximal d'intégration des variables est de 1.

Ainsi, les variables étant intégrées dans le même ordre, nous pouvons donc passer à l'étude de leur comportement à long terme, c'est-à-dire vérifier si les variables peuvent être associées sur le long terme ou s'il existe au moins une relation de cointégration entre les variables.

1.2.4. Résultat du test de cointégration de Pesaran et al (2001)

Bon nombre de tests sont utilisés pour déterminer s'il y a ou pas cointégration entre les variables. Dans le cadre de ce travail, nous retenons le test de Pesaran et al (2001) qui permet de vérifier l'existence d'une ou de plusieurs relations de cointégration entre les variables dans un modèle ARDL. Il est le mieux adapté pour nos séries étant donné que les variables sont stationnaires à des niveaux différents. En effet, ce test de cointégration est antérieur à l'estimation du modèle ARDL, car pour les variables qui ne sont pas cointégrées, l'on ne pourra pas estimer un modèle à correction d'erreur, ni estimer les effets à court et à long terme.

Ce test est justifié en raison des problèmes de régression fallacieuse qui peuvent surgir si les variables ne sont pas stationnaires, c'est-à-dire vérifier si l'étude est faisable sur le long terme et nous permet aussi de connaître s'il est possible d'associer les variables en étude sur une longue période.

En réalité, le test de cointégration de Pesaran et al (2001) s'effectue en deux étapes :

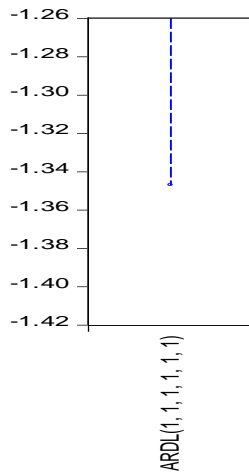
- ❖ Détermination du retard optimal avant (AIC, SIC)
- ❖ Recourir au test de Fisher pour tester la cointégration entre les séries.

1.2.4.1. Retard optimal

Tableau 4 : nombre de retard optimal

Le choix du modèle optimal ou le top vingt des meilleurs modèles selon le critère d' Akaike nous révèle que le nombre de retard optimal suivant les critères d'information de Akaike (AIC) et Schwarz (SC) est P=1.

Akaike Information Criteria



Source : Auteurs (2021) à partir des résultats extraits d'Eviews 9

La lecture des résultats du tableau ci-dessus, nous montre que le modèle ARDL (1,1,1,1,1,1) correspond à celui qui subit le moins la perte d'information.

1.2.4.2. Test de cointégration de Bounds

La statistique du test calculée soit la valeur de F de Fisher, sera comparée aux valeurs critiques (qui constituent les bornes) qui se présente de la manière suivante :

- Si Fisher > borne supérieur : cointégration existe
- Si Fisher < borne inférieur : cointégration n'existe pas
- Si borne inférieur < Fisher < borne supérieur : pas de conclusion

Tableau 5 : Résultat du test de cointégration de Pesaran et al (2001)

ARDL Bounds Test
Date: 12/04/21 Time: 09:14
Sample: 1981 2019
Included observations: 39
Null Hypothesis: No long-run relationships exist

Test Statistic	Value	k
F-statistic	4.834301	5

Critical Value Bounds

Significance	I0 Bound	I1 Bound
10%	2.08	3
5%	2.39	3.38
2.5%	2.7	3.73
1%	3.06	4.15

Source : auteurs (2021), extrait d'Eviews 9.

Les résultats issus de ce tableau, nous montrent que la valeur de la statistique de Fisher est comprise entre la valeur de la borne inférieure et la borne supérieure de l'ensemble des seuils de significativité 10% et 5% soit (IO Bound < F = 4,834301 < I1 Bound). Donc, nous affirmons juste l'existence d'une relation de Co intégration sur long terme entre les variables du modèle.

1.2.4.3. Diagnostic et Validation du modèle ARDL

Nous procédons aux différents tests suivants pour valider l'application du modèle ARDL : le test d'autocorrélation, le test d'hétéroscédasticité, de la spécification, de la normalité et le test de stabilité du modèle.

1. Test d'autocorrélation

Tableau 6 : test d'autocorrélation des variables

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

F-statistic	2.813173	Prob. F(1,26)	0.1055
Obs*R-squared	3.807763	Prob. Chi-Square(1)	0.0510

Source : Auteurs (2021) à partir des données extraites sous le logiciel Eviews 9

Les résultats issus de ce tableau indiquent l'absence d'autocorrélation d'erreurs. En effet, les probabilités associées aux statistiques de Fisher et de Chi-Squares

étant supérieur à 0,05 soient prob. $F(1,26) = 0,1055$ et prob. $C-S(1) = 0.0510$, nous permet donc de conclure que les résidus de notre modèle présentent des propriétés recherchées.

2. Test de spécification

Tableau 7 : Test de spécification

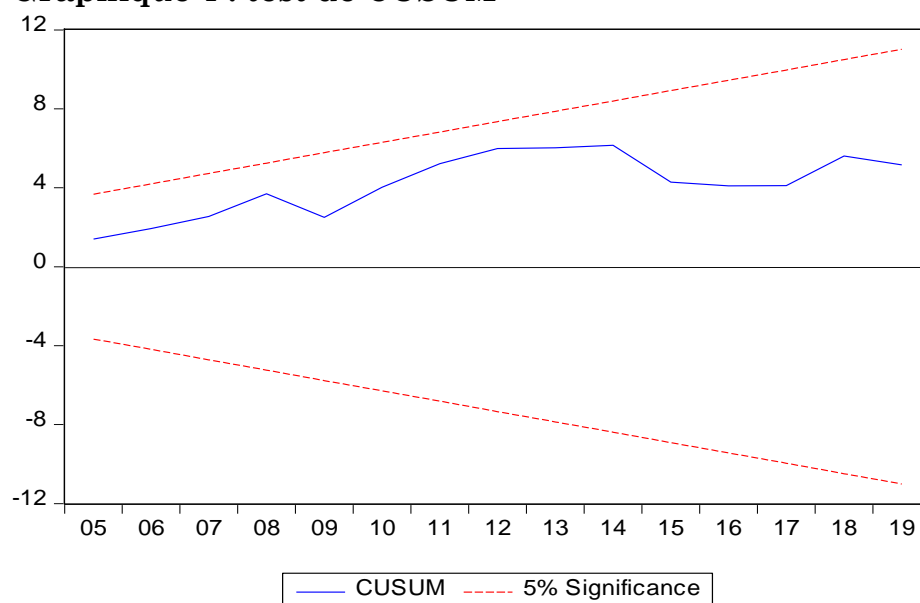
Ramsey RESET Test
Equation: UNTITLED
Specification: LNPIB LNPIB(-1) LNRP LNRP(-1) ITIE ITIE(-1) LNTBSS
LNTBSS(-1) LNIMP LNIMP(-1) LNFBCF LNFBCF(-1) C
Omitted Variables: Squares of fitted values

	Value	Df	Probability
t-statistic	1.384838	26	0.1779
F-statistic	1.917775	(1, 26)	0.1779

Source : auteurs (2021) à partir d'eviews 9.

3. Test de stabilité du modèle

Graphique 4 : test de CUSUM



Source : auteurs (2021) à partir des données extraites d'Eviews 9

Les résultats de l'analyse du graphique ci-avant nous permettent de conclure que notre modèle est stable car sa courbe ne dépasse pas l'intervalle au seuil de 5%, et peut donc être utilisé à des fins d'estimation. Ce qui justifie la validation du modèle d'ARDL.

1.2.4.4. Présentation du Modèle d'autorégressive à retards distribués en sigle (ARDL : Auto Régressive Distributed Lag modèle) :

Les modèles ARDL sont des modèles dynamiques. Ils ont une spécificité de tenir compte de la dynamique temporelle (délai d'ajustement ou d'anticipation) dans l'explication d'une variable ou série chronologique, améliorant ainsi les prévisions et efficacité des politiques (décisions ou actions), contrairement au modèle simple dont l'explication ne restitue qu'une partie de la variation de la variable à expliquer. En effet, l'on retiendra d'un modèle ARDL que, faisant partie de la famille des modèles dynamiques, il permet d'estimer les dynamiques de court terme et les effets de long terme pour des variables cointégrées ou même intégrées à différents ordres, comme on le constatera avec l'approche de test aux bornes de Pesaran et al (2001). Par ailleurs, les variables considérées dans ce modèle doivent être stationnaires pour éviter des régressions fallacieuses.

Il faut ajouter que le processus d'estimation d'ARDL présente plusieurs avantages, dont les principaux sont les suivantes :

- ✓ La méthodologie de test ARDL est applicable indépendamment de savoir si les séries explicatives sont intégrées d'ordre un ou si elles sont stationnaires.
- ✓ Il possède des bonnes propriétés pour les petits échantillons par rapport à d'autres techniques.
- ✓ La méthode ARDL corrige le problème de la corrélation sérielle et d'endogénéité par, suite à une augmentation appropriée de l'ordre des variables explicatives.

De façon explicite, nous pouvons décrire le processus de l'élaboration de ce modèle comme suit :

$$Y_t = a + \beta_t(t) + u_t(t) \quad (1)$$

A long terme, l'application du processus ARDL s'effectue en deux étapes à savoir : déterminer le nombre du retard optimal et recourir au test de la statistique de Fisher pour vérifier les hypothèses.

S'agissant de la première étape, elle consiste à déterminer les ordres des retards dans le modèle ARDL tout en s'appuyant sur les critères d'information Schwartz (SIC). Ensuite, on estime le modèle retenu par la méthode de moindres carrés

ordinaires afin de d'obtenir une estimation de long terme qui donne des résultats des coefficients de la relation de cointégration.

En ce qui concerne la deuxième étape, elle permet de tester l'existence d'une relation de cointégration au moyen du calcul de F-statistique afin de tester la significativité des niveaux décalés des variables sous la forme de correction d'erreur du modèle ARDL.

D'une manière générale, un modèle ARDL s'écrit de la forme suivante :

$$Y_t = \varphi + a_t y_{t-1} + \dots + a_p y_{t-p} + b_0 x_t + \dots + b_q x_{t-q} + \varepsilon_t \dots (2)$$

Avec Y la dynamique à court terme du modèle et \mathbf{a} et \mathbf{b} les coefficients de long terme et ε le terme d'erreur. Il faut ajouter que l'hypothèse nulle du test de Fisher est la non existence de la relation de cointégration. Ainsi, nous pouvons donc avoir le système d'hypothèse suivante :

- $H_0 : \beta_1 = \beta_2 = 0$ Existence d'une relation de cointégration
- $H_1 : \beta_1 \neq \beta_2 \neq 0$ Absence d'une relation de cointégration

En effet, la procédure du test est telle que l'on devra comparer les valeurs critique simulées pour plusieurs cas et différents seuils par Pesaran et al (2001). L'on retiendra que les valeurs critiques que présente la borne supérieure représente les variables intégrées d'ordre un soit $I(1)$ et celles que présentent la borne inférieure constitue les variables intégrées en niveau soit $I(0)$. Alors, nous reformulons les hypothèses suivantes :

- Si Fisher calculé > borne supérieure : existence d'une cointégration
- Si Fisher calculé < borne inférieure : cointégration n'existe pas
- Si borne inférieure < Fisher calculé < borne supérieure : pas de conclusion, les résultats dépendent du fait que les variables sont soit stationnaires en $I(0)$ soit en $I(1)$.

Enfin, une fois l'hypothèse nulle rejetée, on procède donc à la prochaine étape de la procédure d'estimation ARDL, qui n'est autre que l'estimation des coefficients de long terme.

2.Présentation et Interprétation des Résultats

Cette partie est composée de deux points essentiels : la présentation des résultats et interprétation des résultats.

2.1. Présentation des résultats :

Les résultats issus de l'estimation du modèle se présentent comme suit : Les résultats relatifs au coefficient de détermination, les résultats relatifs à l'estimation du modèle à court terme, les résultats de l'estimation du modèle à long terme et enfin les résultats de la vitesse d'ajustement vers la cible en long terme (force de rappelle). Les résultats de l'estimation de l'ARDL sont présentés dans le tableau 8 (voir annexe) :

Après estimation du modèle, la lecture du tableau 8 indique que le coefficient de détermination R^2 (R-Squared) s'élève à hauteur de 0.987547 soit 98,75%. Cela nous emmène à conclure que 98.75 % du PIB sont expliqués par les variables explicatives retenues dans le cadre de ce travail. De même, la force de rappel est de -0.293573 et la valeur absolue de sa statistique de student de 6.431184. Cela nous permet d'affirmer l'existence d'une relation d'ajustement vers la cible à long terme. Ainsi ; nous pouvons donc valider l'application d'un modèle ARDL. L'affirmation de l'analyse du modèle ARDL est justifiée par l'hypothèse d'absence d'autocorrélation.

2.2. Interprétation des résultats :

Les résultats présentés dans le tableau 8 (voir annexe) nous révèlent clairement que toutes les variables qui sont utilisées dans cette étude présentent toutes les signes attendus à l'exception de l'importation à court terme. En effet, les ressources pétrolières ont des signes attendus, à long et à court terme. Ce qui revient à dire que les ressources pétrolières expliquent la croissance économique. Si on augmente de 1% les ressources pétrolières, le PIB va augmenter de 0.46% (long terme) et 0.11% (court terme). Elles sont significatives au seuil de 5%. De même, notre variable ITIE présente un signe positif dans le long terme, ce qui signifie que si l'ITIE continue d'exister au moins pendant plus de 10 ans, les ressources

pétrolières vont s'améliorer de 0.46%. Dans le court terme, si l'ITIE continue d'exister au moins d'une année les ressources pétrolières vont augmenter de 0,11%. La lecture de cette analyse nous a permis de tirer deux enseignements : premièrement sur le court tout comme sur le long terme, les ressources pétrolières sont des facteurs qui influencent positivement la croissance économique en République du Congo. Les résultats ont révélé que les ressources pétrolières ont des effets positifs sur le PIB. Ces résultats corroborent avec les travaux de Ekodo et Ndam (2018) qui ont analysé empiriquement l'impact des revenus issus de l'exploitation des ressources naturelles et plus particulièrement des ressources pétrolières sur la croissance économique en zone CEMAC pour la période 1996-2016. Les résultats obtenus montrent que ces revenus affectent positivement la croissance économique en zone CEMAC. Ces résultats sont soutenus par la théorie des produits de base de Innis et Mackintosh qui affirme que l'exportation des ressources naturelles ou des matières premières vers les économies avancées à un impact profond sur l'économie ainsi que sur les systèmes politiques et sociaux.

Dans le cadre de la République du Congo, ces résultats s'expliquent par le fait que le secteur pétrolier occupe une place de choix dans l'économie congolaise. En effet depuis 1973 l'économie congolaise repose à la hauteur de 99% sur les recettes tirées des ressources pétrolières. A cet effet, entre 2000 et 2014, la part du pétrole représentait plus de 90% des recettes de l'Etat et constitue le même pourcentage des exportations. Selon le programme des Nations Unis pour le Développement (PNUD, 2012), ses recettes constituent près de 70% à la formation du Produit intérieur Brut (PIB) et à plus de 90% aux exportations congolaises et à plus de 80% aux recettes publiques. De même, les investissements du Congo dépendent du pétrole qui représente près de 70% de la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF).

Deuxièmement sur le court et le long terme, l'ITIE influence positivement l'effet des ressources pétrolières sur la croissance. Les résultats nous ont montré que les ressources pétrolières en présence de l'ITIE sont un facteur qui explique la performance économique en République du Congo. Ces résultats corroborent avec les travaux de Gylfason (2010) qui révèlent que la possession des ressources naturelles exerce une influence positive sur la croissance économique, si et

seulement si les institutions sont de bonne qualité. Ces résultats sont soutenus par la théorie institutionnelle de North (1990).

Ces résultats dans le cadre de la République du Congo s'expliquent par le simple fait que le pays a adhéré à l'ITIE en 2004 et depuis cette adhésion, nous constatons que les recettes pétrolières étaient en progression de 627,4 milliards de FCFA en 2004 à 2514,675 milliards de FCFA en 2013.

VI. Conclusion et implications de politiques

Les questions de croissance économique demeurent au cœur des préoccupations majeures. Excepté ce volet, cette problématique intéresse les gouvernements, les institutions internationales et aussi des organismes non gouvernementaux dans le processus d'amélioration des performances économiques. En effet, l'utilisation des ressources pétrolières comme facteur explicatif de la croissance économique en mettant en lumière les institutions est l'un des sujets dominants d'actualité. Ainsi, nos objectifs ont été en premier lieu d'analyser les effets des ressources pétrolières sur la croissance économique et en second lieu, d'analyser le rôle de l'ITIE sur les effets des ressources pétrolières sur la croissance économique en République du Congo.

A cet effet, pour vérifier nos objectifs, nous avons réalisé une recherche documentaire dans le but de faire une synthèse des informations qui nous ont permis d'identifier certains facteurs qui peuvent influencer la croissance économique.

De plus, pour estimer ces différents facteurs, nous avons utilisé le modèle de Mankiw et al, (1992).

Pour ce faire, le PIB a été choisi comme variable endogène ; les ressources pétrolières ont été choisies comme variable d'intérêt (exogène) ; L'ITIE, la formation brute de capital fixe, taux brut de scolarisation en secondaire, et l'importation comme variables de contrôle.

Les résultats issus de l'estimation du modèle ARDL de la relation entre ressource pétrolière et croissance économique ont permis de tirer la conclusion selon laquelle les ressources pétrolières améliorent la croissance économique sur le court comme le long terme. Par ailleurs, la présence de l'ITIE améliore les ressources pétrolières

à long terme et à court terme. Ainsi, nous pouvons donc approuver que notre première hypothèse a été vérifiée et la deuxième a été vérifiée aussi.

L'amélioration des institutions semble être une meilleure stratégie d'adaptation et d'atténuation aux effets de l'exploitation des ressources pétrolières.

Dans le contexte de cette étude, les résultats représentent un argument de plus pour la mise en place des institutions.

En dépit des résultats obtenus tout au long de ce travail, certaines stratégies politique doivent être impliquées. Pour ce faire ces implications sont reformulées comme suit :

Au vu des résultats obtenus tout au long de cette étude, ceux-ci implique un certain nombre de politiques. Aussi, pour améliorer la croissance, on suggère que les autorités politiques et publiques devraient mettre en place les stratégies appropriées pour répondre aux défis de l'économie congolaise actuellement basée sur le pétrole. Pour cela, les résultats obtenus après estimation nous amènent à faire les implications de politiques économiques suivantes :

- Le Congo doit penser à diversifier son économie à la base des recettes provenant du secteur pétrolier qui est le pilier notamment la diversification des produits destinés à l'exportation, la mise en place d'infrastructures de base pour attirer les investisseurs privés. Penser à l'après pétrole ;
- Comme le Congo est déclaré pays membre en 2008, il doit respecter les principes et exigences de l'ITIE, notamment en les appliquant de façon rigoureuse pour améliorer la transparence au niveau des recettes pétrolières ;

Cette initiative va permettre de passer d'une économie pétrolière à une économie de transparence via la gestion des ressources pétrolières. Néanmoins, ce travail sera plus intéressant dans un futur proche, en l'introduisant dans la zone CEMAC avec d'autres variables (exportations, PIB par habitant, ...) non prise en compte dans le cadre de cette étude, et de les insérer dans le modèle de régression, afin de déterminer leurs influences sur l'impact environnemental dans cette zone.

Il faut noter que, l'étude n'a pas pris en compte certaines variables institutionnelles qui peuvent avoir une influence sur la croissance économique. Il

peut s'agir des variables comme : la corruption, la démocratie, etc. Il serait mieux de les inclure dans un futur proche, de les intégrer dans un modèle de régression, afin de pouvoir détecter l'influence de chacun de ces facteurs dans ce modèle.

Pour finir, nous soulignons que, celles-ci ne remettent pas en cause la validité des résultats.

Références bibliographiques

Articles

Acemoglu G, Johnson S, Robinson, J. and Yunyong, T. (2003). Institutional causes, macroeconomic symptoms: volatility, crises and growth. *Journal of Monetary Economics*, 50(5), 49-123.

Atkinson G. and Hamilton K. (2003). Savings, growth and the resource curse hypothesis, *World Development* 31, p. 1793-1807.

Auty R. M. (1993). Sustaining Development in Mineral Economies: *The Resource Curse Thesis*, London and New -York: Routledge.

Avom et Camignani. (2010). L'Afrique Centrale peut-elle éviter le piège de la malédiction des produits de base ? *Revue d'Economie de Développement*, vol 18, pp 47-72.

Bakari S. (2016). The impact of agricultural exports on economic growth in Tunisia during the period 1988-2014. *Department of economics sciences, Faculty of economic sciences and management of Tunis, university of tunis El Mnar, tunisia.*

Barro, R. J (1990). Government spending in a simple model of endogenous growth. *Journal of political economy*, Vol 98, n°5, pp.103-125.

Bendahmane et Boulahbel (2021). L'effet conditionnel des ressources naturelles sur la croissance économique. Cas de l'Algérie. *Centre de Recherche en Economie Appliquée pour le Développement-CREAD.*

Bhagwati J.N. (1958). Immiserizing Growth: A Geometric Note, *Review of Economic Studies*, 25, p. 201-205.

Boschini A. D., Pettersson J. and Roine J. (2007). Resource curse or not: a question of appropriability. *The scandinavian journal of economics*, Vol 109, Issue 3, P.593-617.

Brunnschweiler M. and Bulte E. H. 2008). Natural Resources and Violent Conflict: Resource Abundance, Dependence and the Onset of Civil Wars, *Economics Working Paper Series, January. Zurich, Switzerland.*

Carbonnier G. and Wagner N. (2007). Oil, Gas and Minerals: The Impact of Resource-Dependence and Governance on Sustainable Development, *Working Paper*.

Carmignani F. and Chowdhury A. (2010). The role of primary commodities in economic development: sub-Saharan Africa versus rest of the world. *Department of economics, Working Paper, college of business administration. Marquette University*.

Collier P., Hoeffler A (2003). Breaking the Conflict Trap: Civil War and Developmental Policy. *Washington, World Bank*.

Collier P., and Hoeffler A. (2004). Greed and grievance in civil war, *Oxford Economic Papers* 56, p. 563-595.

Corden, W.M. (1984). Booming Sector and Dutch Disease Economics. *Oxford Economic paper* 36 (1989) 359-380.

Ekodo, R. et Ndam, M. (2018). Possession des ressources naturelles et Croissance économique en zone CEMAC : cas des ressources pétrolières, *Revue "Repères et Perspectives Economiques" [En ligne], 04 / 2^{ème} semestre 2018, mis en ligne le 31 décembre 2018*.

Gylfason T. (2001), Natural resources, education and development, *European Economic Review* 45, Mai, p. 847-859.

Hotelling, H., (1931), The economics of exhaustible Resources, *The Journal of political Economy*, Vol.39, N°2, PP 137-175.

IKAMA J.J. (2015), le partage de la rente pétrolière et les exigences de la mise en œuvre de l'ITIE. *2^{ème} réunion des coordonnateurs nationaux de l'ITIE*.

Isham, J., Woolcock, M., Pritchett, L. and Busby, G, (2005). The Varieties of Resource Experience: Natural Resource Export Structures and the Political Economy of Economic Growth, *World Bank Economic Review*, Vol.19, N°2, PP 141-174.

Kpemoua P. (2016). Exportations et croissance économique au Togo. *HAL Id : halshs-01332738. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01332738>*

Kagni et Nkaloulou (2019). Gestion des ressources naturelles et performance de l'économie congolaise. *Journal of Economics and Development Studies*

Koutassila, J. P. (1998). Syndrome Hollandais : Théorie et vérification empirique au Congo et au Cameroun. *Centre d'économie du développement, Université Montesquieu Bordeaux IV-France*.

Lehmann, V. (2015). Natural Resources, the Extractive Industries Transparency Initiative, and Global Governance. *La Haye (Pays-Bas) et Washington, The Hague Institute for Global Justice et Stimson Center*.

Leite et Weidmann. (1999). Does Mother Nature Corrupt? Natural Resources, Corruption and Economics Growth? *IMF Working Paper, WP 99/85, July*.

Lezona, H., (2005). L'impact des exportations sur la croissance économique au Congo. *Brazzaville, IDEP, 95 p.*

Lucas, R. (1988). On the Mechanics of Economics Development, *Journal of Monetary Economy, n° 22, 2-42*.

Mackintosh, W.A. (1953), *Innis on Canadian Economic Development, Journal of Political Economy, 61, p. 185–94*.

Mankiw, N.G., Romer D., et Weil N.D.(1992). *A Contribution to the Empirics of Economic Growth », Quarterly Journal of Economics, 107, 407-437*.

Mbingui C., Owonda F. et Diakabana M. N. (2021). Effets de la rente pétrolière sur le développement économique dans la République du Congo. *Lettres d'économie théorique, 2021, 11, 587-602*. <https://www.scirp.org/journal/tel>

Mehlum, H., K. Moene et R. Torvik (2006). Institutions and the Resource Curse. *The Economic Journal, Vol. 116. No. 508, p. 1 à 20*.

Ngachili N. Y. (2021). Ressources naturelles et croissance économique. *Revue D'Économie du Développement · February 2021*.

North D. (1990). institutions, institutional change, and economic performance, *Cambridge university press, p.1-26*.

Ongba L.D. (2011). Oil Wealth and non-Oil Sector Performance in a Developing Country: Evidence from Cameroon, *Oxford Development Studies Taylor and Francis Journal, vol (34), pp 487-503*.

Rodrik, D. (2000). Institutions for high-quality growth: what they are and how to acquire them, *Studies in Comparative International Development, 35(3), p. 3–31*.

Rollins, C. E. (1971). Mineral Development and Economic Growth, in Rhodes, R. I. (Eds), *Imperialism and Underdevelopment, New York: Monthly Review Press. Stock, Looking Ahead, The Journal of Economic Literature*.

Romer P. (1986). Increasing returns and Long-Run growth, *Journal of Political Economy, vol. 94, pp. 1002- 1037*.

Rotimi O., Abdul-Azeez A. A. & Idode P. (2013). Revenue Generation and Transparency in Nigeria Oil and Gas Industry: [Position of Nigeria Extractive Industries Transparency Initiative (Neiti)]. *Research Journal of Finance and Accounting*. Vol.4, No.6, 2013.

Sachs J.D., and Warner A.M. (1995). Natural Resource Abundance and Economic Growth, *NBER Working Papers*, n° 5398.

Sachs J. D. and Warner A. M. (1997). Natural Resource abundance and economic growth, *working paper, center for international development and harvard institute for international development*.

Sala-i-Martin X, Subramanian A. (2003). Addressing the natural resource curse: an illustration from Nigeria, *NBER Working Paper* 9804

Ross, M.L. (2001). Does Oil Hinder Democracy? *World Politics*, Vol. 53, No. 3, p. 325 à 361.

Ross M.L, (2004). What Do We Know About Natural Resources and Civil War? *Journal of Peace Research*, 41 (3), 337-356.

Watkins, M. H. (1963). A staple theory of economic growth, *The Canadian Journal of Economics and Political Science*, 29(2), p. 141–158.

Watkins, M. H. (1977). The staple theory revisited, *Journal of Canadian Studies*, 12, 83–95.

Wright, G., et Czelusta, J. (1997). Increasing returns and the genesis of American resource Abundance, *Industrial and Corporate Change*, 6, p. 203–245.

Wright, G., Czelusta, J. (2002). Exorcizing the resource curse: Minerals as a knowledge industry, past and present, *Working Papers*, 25(1), *Stanford University, Department of economics*.

Williamson, O.E. (2000).The New Institutional Economics: Taking stock, looking ahead, *America Economic* vol.38, No.3 (Sep.,2000),PP.595-613

Yuxiang K. and Chen Z. (2011). resource abundance and financial development: evidence from china. *Resources Policy*, Vol. 36, issue 1, 72-79.

Livres

Balestra Pietro (1980). *Modèle de régression avec les variables muettes explicatives*, document de travail n° 39

Chalmin P (2000). *Les marchés mondiaux*, Economica Paris, 596 p.

Hervelin, M. et Bouchoux, J. (2015). *Source et limites de la croissance*, Melchior, P.6.

Innis, H. (1930), *The Fur Trade in Canada: An Introduction to Canadian Economic History*, University of Toronto Press (1999 edition).

Innis, H. (1940). *The Cod Fisheries: The History of an International Economy*. Toronto, The Ryerson Press.

Kuznets S. (1960). *Population change and aggregate output, in: Demographic and economic change in developed countries*. Princeton, NBER, Princeton University Press.

Mackintosh, W. A (1939). *The economic background of Dominion-Provincial relations*, Ottawa: King's Printer.

Nielsen, K, et Johnson, B. (1998). *Institutions and economic change: New perspectives on markets, firms and technology*. Cheltenham, Edward Elgar Publishing, Incorporated.

Nurske, Ragnar (1953). *Problems of capital formation in underdeveloped countries*. New York, Cambridge University Press.

Perroux F. (1964). *L'économie du XXIème siècle*. Deuxième édition. Bordas, Paris–France.

Presbish, R. (1950). *The Economic Development of Latin America and its Principal Problems United Nations*, New-York.

Ricardo D. (1817). *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*. (éds), GF-Flammarion, Paris, 1992.

Rostow, Walt W. (1960). *the stages of Economic Growth*, Cambridge University Press

Smith A. (1776). *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*.

Rapports

AFRICA'S PULSE (2019), *une analyse des enjeux qui façonnent l'avenir économique de l'Afrique* 19, Avril

BEAC (2018), *Rapport annuel*

FMI (2007), *Manuel sur la transparence des finances publiques, Département des finances publiques Edition révisée*

ITIE (2017), *Rapport 2017 : République du Congo, BDO*

OMC, (2010), *Rapport sur le commerce mondial 2010 P.46*

UICN (2013), *Definitions et Glossary*

TRANSPARENCY INTERNATIONAL (2016), *indice de perception de corruption, 2016*

Annexes

Annexe 1 :

Tableau 8 : Résultats de l'estimation du modèle ARDL

Variabiles	Coefficient	T-statistic	Prob.
Modèle à long terme			
LNRP	0.468975	2.090308	0.0461
ITIE	1.270631	2.893514	0.0074
LNTBSS	0.183437	0.533999	0.5977
LNIMP	0.084782	0.268596	0.7903
LNFBFCF	0.182023	0.587703	0.5616
C	16.986483	3.834870	0.0007
Modèle à court terme			
D(LNRP)	0.119633	2.643932	0.0135
D(ITIE)	0.103183	1.008301	0.3223
D(LNTBSS)	0.224133	3.323087	0.0026
D(LNIMP)	-0.329248	-4.603867	0.0001
D(LNFBFCF)	0.058984	0.772213	0.4467
Force de Rappel	-0.293573	-6.431184	0.0000
Coefficient de détermination	0,980666		

Annexe 2 :

ARDL Cointegrating And Long Run Form

Dependent Variable: LNPIB

Selected Model: ARDL(1, 1, 1, 1, 1, 1)

Date: 12/04/21 Time: 07:51

Sample: 1980 2019

Included observations: 39

Cointegrating Form				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LNRP)	0.119633	0.045248	2.643932	0.0135
D(ITIE)	0.103183	0.102334	1.008301	0.3223
D(LNTBSS)	0.224133	0.067447	3.323087	0.0026
D(LNIMP)	-0.329248	0.071515	-4.603867	0.0001
D(LNFBFCF)	0.058984	0.076383	0.772213	0.4467
CointEq(-1)	-0.293573	0.045648	-6.431184	0.0000

Cointeq = LNPIB - (0.4690*LNRP + 1.2706*ITIE + 0.1834*LNTBSS + 0.0848*LNIMP + 0.1820*LNFBFCF + 16.9865)

Long Run Coefficients				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LNRP	0.468975	0.224357	2.090308	0.0461
ITIE	1.270631	0.439131	2.893514	0.0074
LNTBSS	0.183437	0.343516	0.533999	0.5977
LNIMP	0.084782	0.315649	0.268596	0.7903
LNFBFCF	0.182023	0.309720	0.587703	0.5616
C	16.986483	4.429481	3.834870	0.0007

Annexe 3 :

Dependent Variable: LNPIB

Method: ARDL

Date: 12/13/21 Time: 14:00

Sample (adjusted): 1981 2019

Included observations: 39 after adjustments

Dependent lags: 1 (Fixed)

Dynamic regressors (1 lag, fixed): LNRP ITIE LNTBSS LNIMP LNFBCF

Fixed regressors: C

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.*
LNPIB(-1)	0.706427	0.076730	9.206618	0.0000
LNRP	0.119633	0.058939	2.029769	0.0523
LNRP(-1)	0.018045	0.065400	0.275920	0.7847
ITIE	0.103183	0.175242	0.588804	0.5609
ITIE(-1)	0.269839	0.141844	1.902368	0.0678
LNTBSS	0.224133	0.082350	2.721697	0.0112
LNTBSS(-1)	-0.170281	0.115388	-1.475721	0.1516
LNIMP	-0.329248	0.092197	-3.571134	0.0014
LNIMP(-1)	0.354137	0.096837	3.657054	0.0011
LNFBCF	0.058984	0.103289	0.571060	0.5727
LNFBCF(-1)	-0.005547	0.107467	-0.051618	0.9592
C	4.986767	2.091028	2.384840	0.0244

R-squared	0.987547	Mean dependent var	22.22437
Adjusted R-squared	0.982473	S.D. dependent var	0.823480
S.E. of regression	0.109020	Akaike info criterion	-1.346911
Sum squared resid	0.320905	Schwarz criterion	-0.835046
Log likelihood	38.26476	Hannan-Quinn criter.	-1.163258
F-statistic	194.6444	Durbin-Watson stat	2.414898
Prob(F-statistic)	0.000000		

*Note: p-values and any subsequent tests do not account for model selection.

Annexe 4

Année	PIB (\$ US courants)	Rente pétrolière (% PIB)	FBCF	TBSS	Importations	ITIE
1980	1705796850	27	1592829810	148 857	1147785935	0
1981	1993512326	14	2882267801	168 718	1695536036	0
1982	2160640567	7	3944149172	185 555	2466624745	0
1983	2097274290	16	3333704682	189 831	1938901287	0
1984	2193581366	25	2964517552	182 624	1877655163	0
1985	2160872541	25	2815740630	182 294	1883528079	0
1986	1849268215	10	1816547775	197 491	1472423955	0
1987	2297753649	20	1250828301	201 228	1123404943	0
1988	2212536313	18	1067152778	198 982	1132633811	0
1989	2389593022	32	868783677	179 845	1106625168	0
1990	2798746051	37	996842867,3	165 988	1161956427	0
1991	2724853593	20	1251640739	170 409	1826515293	0
1992	2933222714	23	1254002589	178 753	1057991021	0
1993	1918970032	35	1656255924	176 303	1980567981	0
1994	1769365425	31	2901603414	192 229	3456300583	0
1995	2116003978	29	1990485687	194 345	2959706241	0
1996	2540697688	36	1924702166	189 381	3080116343	0
1997	2322718991	37	1218518749	160 242	3230159621	0
1998	1949481297	19	1214159673	150 221	3217486307	0
1999	2353909564	35	1486404682	114 450	3409683376	0
2000	3219910550	54	1769059752	150 938	3561734843	0
2001	2796704577	39	1745260974	176 857	3785829162	0
2002	3034251042	35	1766560528	164 503	3963493327	0
2003	3503723245	29	2004760869	509 507	4125036992	0
2004	4656975223	41	2015011947	584 370	4035509317	1
2005	6650001214	49	2108942083	597 304	4745001167	1
2006	8072305415	55	2268566204	617 010	4798503587	1
2007	8782703767	46	4109162947	621 702	7418393488	1
2008	11649858744	53	3706528950	628 081	6607614831	1
2009	9723300391	34	3855184231	671 683	6750955713	1
2010	13148395202	44	6204750136	705 093	7302179916	1
2011	15655384440	52	3870269377	727 020	7077694710	1
2012	17692912613	42	5330792509	734 493	7055173950	1
2013	17958721572	32	5836305077	740 944	6765021094	1
2014	17783526318	28	6672689295	786 974	7843551394	1
2015	11953249530	13	8046642997	796 842	9730242664	1
2016	10335424288	13	6509723577	353 919	8851592970	1
2017	11198674674	28	3608418675	353 936	5797346380	1
2018	13518403447	43	2582997690	353 919	6091300183	1
2019	12267392147	43	2581162954	353 919	6430112741	1

Table des matières

Avertissement	Erreur ! Signet non défini.
DEDICACES I	II
REMERCIEMENTS	III
Sommaire	V
Liste des graphiques	VI
Liste des tableaux	VI
Sigles et Abréviations	VII
I-Introduction	1
I.1-Contexte et justification.....	1
I.2-Problematique	4
I.3- Objectifs de l'étude	5
I.4- Hypothèse de recherche	5
I.5- Organisation du travail.....	5
II- Cadre conceptuel et évolution tendancielle	6
1-Definitions.....	6
1.1-Croissance économique	6
1.2- Ressources naturelles	7
1.3-Initiative pour la transparence dans les industries extractives	8
2-Evolution tendancielle.....	9
2.1- Ressources naturelles (rente pétrolière)	9
Graphique 1 : Evolution des rentes pétrolières de 1980-2019	10
2.2- Evolution tendancielle de la croissance économique	10
Graphique 2 : évolution du PIB de 1980-2019	11
2.3. Evolution tendancielle entre les ressources naturelles et la croissance économique	11
Graphique 3 : évolution des rentes pétrolières et du PIB de 1980-2019..	12
III. Revue de la littérature	13
III.1. Revue théorique.....	13
III.1.1. Première partie : relation ressources naturelles et la croissance économique	13
Premier groupe	13
Deuxième groupe	15

III.1.2. Deuxième partie : ressources naturelles, croissance économique et institutions	18
III.2. Revue de la littérature empirique.....	20
III.2.1. Les ressources naturelles influencent positivement la croissance économique	20
III.2.2. Les ressources naturelles influencent négativement la croissance économique	22
III.3. Les enseignements de la revue de la littérature	25
IV–Méthodologie	26
1-Mode d’investigation.....	26
1.1- La recherche documentaire	26
2- Modèle théorique et empirique	26
3- Présentation de sources de données et des variables.....	28
3.1- présentation des sources de données	28
3.2- Présentation des variables	28
V. Procédure d’estimation du modèle et présentation des résultats	30
V.1.Procédure d’estimation.....	30
1.1. Analyse descriptive :	30
Tableau 2 : statistiques descriptives	30
1.2.Tests de stationnarité des variables :	31
Tableau 3 : résultats des tests de stationnarité	32
1.2.4.Résultat du test de cointégrationde Pesaran et al (2001)	33
1.2.4.1. Retard optimal	33
Tableau 4 : nombre de retard optimal	34
1.2.4.2.Test de cointégration de Bounds	34
Tableau 5 : Résultat du test de cointégration de Pesaran et al (2001) ...	35
1.2.4.3.Diagnostic et Validation du modèle ARDL	35
1.Test d’autocorrélation	35
Tableau 6 : test d’autocorrélation des variables	35
4.Test de spécification	36
Tableau 8 : Test de spécification	36
Graphique 4 : test de CUSUM	36
1.2.4.4.Présentation du Modèle d’autorégressive à retards distribués en sigle (ARDL : Auto Régressive Distributed Lag modèle) :	37
2.Présentation et Interprétation des Résultats.....	399

2.1. Présentation des résultats :	399
2.2. Interprétation des résultats :	39
VI. Conclusion et implications de politiques	41
Références bibliographiques	43
RAPPORTS	48
Annexes	499
Annexe 1 :.....	49
Tableau 8 : Résultats de l'estimation du modèle ARDL	49
Annexe 2 :.....	49
Annexe 3 :.....	50
Annexe 4.....	511

Résumé



L'objectif de ce mémoire a été d'analyser le rôle de l'ITIE sur les effets des Ressources pétrolières sur la croissance économique en République du Congo. Pour atteindre notre objectif, nous avons utilisé les données de la Banque Mondiale sur la période



allant de 1980-2019. Nous avons utilisé le modèle ARDL (Auto Regressif Distributed Lag). Les résultats issus de ce modèle nous ont révélé que l'ITIE accentue positivement les effets des ressources pétrolières sur la croissance économique à long et à court terme en République du Congo. Pour ce faire, ces résultats nous ont permis de formuler quelques implications de politiques économiques. L'Etat congolais doit respecter les principes et exigences de l'ITIE, notamment en les appliquant de façon rigoureuse pour améliorer la transparence au niveau des recettes pétrolières d'une part et d'allouer les ressources suffisantes au Secrétariat Technique Permanent de l'ITIE, garant de la bonne mise en œuvre de l'ITIE en République du Congo d'autre part.

Mots clés : ressources pétrolières, croissance économique, République du Congo, ITIE, ARDL

Abstract

The objective of this paper was to analyze the role of EITI of the EITI on the effects of oil resources on economic growth in the Republic of Congo. To achieve this objective, we used data from the World Bank over the period from 1996 to 2019. We used the estimation of the ARDL model. The results from this model revealed that the EITI positively accentuated the effects of oil resources on long and short term economic growth in the Republic of Congo. To this end, these results allowed us to formulate some policy implications. The Congolese government must respect the EITI, in particular by rigorously applying them to improve transparency in oil revenues on the one hand, and to allocate sufficient resources to the EITI permanent technical secretariat, which is the guarantor of the proper implementation of the EITI in the Republic of Congo on the other.

Keywords: Petroleum resources, economic growth, Republic of Congo, EITI, ARDL